

L'OPPOSITION OUVRIÈRE...

Nous publions ici la très intéressante étude de Kollontai sur «*l'Opposition ouvrière de Russie*». Cette camarade, qui fait partie de l'extrême-gauche du *Parti communiste* s'est vue, un moment, persécutée en Russie par le gouvernement des Soviets pour avoir osé exprimer librement des idées contraires à la politique opportuniste de l'État bolcheviste. A titre documentaire, cette étude peut trouver sa place dans la *Revue anarchiste*. Elle contient des aveux significatifs sous la plume d'une «bolcheviste».

Qu'est-ce que «*l'Opposition ouvrière*»? Faut-il du point de vue de notre parti et de la Révolution ouvrière internationale, se féliciter de son existence ou bien, est-ce au contraire, une chose nuisible et de nature à dissocier notre Parti, un phénomène «*politiquement dangereux*», comme l'a déclaré dernièrement Trotsky pendant la discussion publique sur les syndicats?

Pour répondre à ces questions qui intéressent et troublent beaucoup de nos camarades ouvriers et ouvrières, il faut avant tout se poser les deux questions suivantes: 1- de quoi est composée l'*Opposition ouvrière* et comment s'est-elle constituée? 2- en quoi consiste au fond le différend entre les camarades des centres directeurs du Parti et l'*Opposition ouvrière*?

Un fait très caractéristique et sur lequel on ne saurait trop attirer l'attention de nos dirigeants, c'est, que parmi les communistes l'opposition groupe la partie avancée des prolétaires organisés. L'opposition comprend presque uniquement des professionnalistes; les noms dont sont signées les thèses de l'opposition sur le rôle des syndicats, en sont une preuve. Or, que sont les professionnalistes? Ce sont les ouvriers, c'est la pointe d'avant-garde qui tient la tête du prolétariat russe, qui a supporté tout le fardeau de la lutte révolutionnaire, et qui, au lieu de se disperser à travers les administrations d'État en perdant sa liaison avec les masses ouvrières, est restée au contraire, liée à ces masses. Être professionnel, conserver des relations fortes et vivantes avec son syndicat, c'est-à-dire avec les ouvriers de sa branche d'industrie, au cours de ces années d'orage où le centre de gravité de la vie sociale et politique s'est transporté par-delà le terrain professionnel, c'est là, chose qui n'était pas facile ni simple. La vague révolutionnaire a saisi et emporté bien loin des syndicats les éléments les meilleurs, les plus capables et les plus actifs du prolétariat industriel, abandonnant l'un sur le front, l'autre dans telle ou telle administration, essayant le troisième devant le tapis vert de quelque bureau ou devant des monceaux de «*pièces sortantes*», de «*devis*» et de «*projets*».

Les syndicats sont dépeuplés. Seuls les ouvriers les plus solidement pénétrés d'esprit prolétarien, la fleur véritable de la classe révolutionnaire ascendante, résistant à la corruption des pouvoirs, aux mesquineries de la vanité, à la tentation des «*carrières administratives*», en un mot à tout le «*bureaucratisme soviétique*» a gardé son union intime avec «*les masses*», avec les ouvriers, avec ces «*couches inférieures*», dont elle est elle-même sortie et à su défendre son attaché organique avec ces couches contre l'influence des hauts-postes de l'État soviétique. Dès que la situation est devenue plus calme, sur les fronts et que le balancier de la vie a penché davantage du côté de l'organisation économique, ces prolétaires typiques et inébranlables, ces représentants les plus fermes et les plus manquants de leur classe, se sont hâtés de jeter bas l'action militaire et de remettre au rancart les «*pièces sortantes*» ou «*entrantes*» pour répondre à l'appel tacite de leurs frères de classe, les ouvriers des usines, les millions de prolétaires russes qui traînent encore dans la *République soviétique du Travail* une existence misérable et honteuse de bagnards... Avec leur instinct de classe, ces camarades qui sont à la tête de l'*Opposition ouvrière* ont compris que quelque chose clochait. Ils ont compris, oui, qu'en trois ans de révolution, nous avons sans doute édifié l'*État soviétique* et affirmé le principe de la *République ouvrière et paysanne des travailleurs*, mais que la classe ouvrière elle-même, en tant que classe, en tant qu'unité sociale indivisible et douée de besoins, d'intérêts et de buts unanimes et homogènes, et possédant par conséquent une politique, une constante, claire et distincte, joue dans la *République soviétique* un rôle de moins en moins important, colore de plus en plus faiblement les mesures de toutes sortes prises par son propre gouvernement, dirige de moins en moins la politique, influe de moins en moins sur l'action et sur la pensée des organes centraux du Pouvoir. Au début de la Révolution, qui donc

aurait parlé de couches «inférieures» ou «supérieures»? «Les masses», c'est-à-dire les masses ouvrières et les centres directeurs du parti ne faisaient qu'un. Les aspirations que la vie et la lutte faisaient naître au bas de l'échelle, trouvaient leur expression plus exacte, leur formule plus nette et plus solidement appuyée dans les centres dirigeants du parti. Il n'y avait pas d'antagonisme entre le sommet et le bas, et il ne pouvait pas y en avoir. Aujourd'hui cet antagonisme existe, et aucun artifice de propagande, aucun procédé d'intimidation, ne chassera de la conscience des masses cette idée que les sommets de l'administration soviétique et du *Parti communiste* sont devenus un nouvelle «couche sociale» bien caractérisée.

Les professionnalistes qui sont le noyau essentiel de l'*Opposition ouvrière* ont bien compris cela, ou plutôt l'ont senti grâce à leur sûr instinct de classe. Leur premier souci a été de se lier avec ces masses, d'entrer dans l'organe naturel de leur classe, les syndicats, celui qui de tous les organes a le moins souffert pendant ces trois ans de l'influence dissolvante des intérêts de toutes sortes étrangers au prolétariat (provenant de la classe paysanne et des éléments bourgeois adaptés au régime soviétique), qui déforment nos administrations d'État et détournent notre politique de la rectitude de son lit de classe dans le marais de l'opportunisme...

Ainsi l'opposition ouvrière, ce sont avant tout les prolétaires demeurés attachés à l'établissement ou à la mine, c'est la chair de la chair de la classe ouvrière.

L'opposition ouvrière étonne parce qu'elle ne possède pas de grands leaders en vedette, de ce qu'on est convenu d'appeler des «*chefs*».

Comme tout mouvement sain et découlant nécessairement des relations sociales, elle est sortie du sein même des masses ouvrières, et aussitôt elle a poussé de profondes racines dans toutes les directions, même dans ces coins de la *Russie soviétique*, où la nouvelle de l'existence d'une opposition n'était pas encore parvenue.

«Chez nous, on n'avait pas idée qu'il y avait à Moscou des désaccords et des discussions sur le rôle des syndicats, disait un délégué sibérien au Congrès des Mineurs, et déjà nous étions troublés par ces mêmes questions qui se posent ici». Derrière l'opposition ouvrière se dressent les masses prolétariennes, ou mieux encore: l'opposition ouvrière, c'est la partie la plus cohérente, la plus consciente, la plus ferme, en tant que classe, de notre prolétariat industriel, celle qui estime qu'il n'est pas permis, au moment où l'on construit l'édifice économique communiste, de substituer à la grande force créatrice du prolétariat, l'enseigne toute extérieure de la dictature de la classe ouvrière.

Plus on s'élève sur l'échelle des «postes» de l'*État soviétique* ou du *Parti communiste*, moins on rencontre de partisans de l'opposition. Plus on pénètre profondément dans les masses, plus le programme de l'opposition ouvrière trouve d'écho (1).

C'est là un fait caractéristique et significatif dont les centres dirigeants de notre parti doivent tenir compte. Si les «masses» s'éloignent des «sommets», si une brèche, une fissure se creuse entre les centres dirigeants et les couches inférieures, c'est signe que dans les sommets tout ne va pas bien, surtout si les masses ne restent pas silencieuses, mais réfléchissent, agissent, se défendent, font triompher leurs idées. Les sommets ne peuvent détourner les masses du droit chemin qui conduit à la victoire du communisme que si ces masses se taisent, se soumettent, suivent passivement et aveuglément les «*chefs*». C'est ce qui s'est produit en 1914, au début de la guerre mondiale, lorsque les ouvriers crurent les chefs et décidèrent: «Ils savent mieux que nous les voies de l'histoire. Notre instinct de protestation contre la guerre nous égare, réprimons-le, taisons-nous et écoutons les anciens». Mais quand, au contraire, la masse s'agit, fait travailler son cerveau, critique, quand elle vote opiniâtrement contre des chefs aimés, malgré le sentiment de sympathie personnelle à leur égard, qu'elle est obligée pour cela de combattre, alors le cas devient sérieux. Alors le devoir du Parti est de ne pas dissimuler le différend, de ne pas chercher à déconsidérer l'opposition en lui accolant des épithètes que rien ne justifie et qui n'expliquent rien, mais au contraire de se demander en toute sincérité où et en quoi réside le fond du désaccord et ce que veut la classe ouvrière, interprète du communisme et son unique créateur...

Ainsi, l'opposition ouvrière est la partie avancée du prolétariat qui n'a pas rompu sa liaison vivante avec les masses ouvrières organisées en Syndicats et qui n'est pas dispersée à travers les administrations d'État.

(1) Les notes sur les thèses concernant le rôle des syndicats en sont la preuve les membres des Comités directeurs votent pour l'une ou l'autre des thèses des centres, les masses communistes, les ouvriers, votent pour l'*Opposition ouvrière*.

Le fond du différend.

Avant de rechercher ce qui fait le fond du différend entre l'*Opposition ouvrière* et le point de vue officiel représenté par nos centres dirigeants, nous devons nous rappeler fermement deux vérités: d'abord que l'*Opposition ouvrière* est née du plus profond du prolétariat industriel de la Russie soviétique et qu'elle a puisé sa force non seulement dans les effroyables conditions d'existence et de travail de sept millions de prolétaires industriels, mais encore dans les multiples écarts, oscillations ou contradictions de notre politique gouvernementale, et même dans ses franches déviations de la ligne de classe nette, pure, conséquente, du programme communiste. En second lieu, il faut nous souvenir que l'opposition n'est pas limitée à telle ou telle région, elle n'a pas été le fruit de désaccords ou de dissensions personnels: elle s'est au contraire largement répandue à travers toute la République soviétique, dont toutes les provinces ont répondu par un écho unanime à chacune des tentatives de nos camarades ouvriers pour formuler, exprimer et fixer l'essence de la controverse et pour définir ce que veut l'opposition ouvrière.

L'impression s'est formée aujourd'hui que le différend entre l'*Opposition ouvrière* et les diverses tendances des couches supérieures, se réduit exclusivement à une façon autre de comprendre le rôle et le but des syndicats. Cela est faux. Le différend est plus profond. Les représentants de l'opposition ne savent pas toujours l'énoncer clairement et le définir avec précision, mais il suffit de toucher une suite de problèmes concernant la structure de notre République pour que le désaccord éclate sur bien des propositions fondamentales de caractère économique et politique.

Les deux points de vue opposés des sommets dirigeants de notre parti et des représentants du prolétariat organisé en syndicats, se sont manifestés pour la première fois au 9^{ème} Congrès panrusse du Parti communiste, sur la question de la direction unique ou collégiale. L'opposition n'existe pas encore, en tant que groupe constitué, mais il était visible que les tenants du système collégial étaient les représentants des syndicats, c'est-à-dire des organisations proprement prolétariennes, et qu'ils avaient contre eux les dirigeants du Parti, habitués à apprécier toutes choses du point de vue de la politique des divers départements administratifs, laquelle exige un art consommé pour s'adapter aux aspirations, socialement hétérogènes et parfois politiquement contradictoires, des divers groupes sociaux de la population: prolétariat, petits propriétaires (paysans), bourgeoisie (en la personne des « spécialistes » ou pseudo-spécialistes de tout acabit et de toute formation).

Pourquoi sont-ce précisément les syndicats, qui, opiniâtres, inhabiles à soutenir leurs arguments de propositions scientifiquement déduites, ont été les partisans du système collégial, tandis que les défenseurs des «spécialistes» ont été en même temps les champions de la direction unique? C'est que dans ce différend (bien que les deux partis aient nié toute importance de principe à la question), il y avait en présence deux points de vue ayant leurs raisons d'être profondes et inconciliaires. La direction unique, c'est-à-dire la volonté d'un homme, isolée, «libre», détaché de la collectivité, quel que soit le domaine où elle se manifeste, depuis l'autocratie du chef de gouvernement jusqu'à l'autocratie du directeur d'usine, c'est la plus parfaite expression de la pensée bourgeoise. La bourgeoisie ne croit pas à la force de la collectivité. Ce qu'elle aime, c'est d'amasser la foule en un troupeau obéissant, qu'elle puisse mener à son gré personnel partout où le voudra le guide...

La classe ouvrière et les interprètes au contraire savent que les buts nouveaux de leur classe, le communisme en un mot, n'est réalisable que par la création collective, par l'effort en commun des ouvriers eux-mêmes. Plus la collectivité ouvrière sera compacte, plus les masses seront habituées à manifester leur volonté et leur pensée collectives et communes, - et plus la classe prolétarienne réalisera complètement et rapidement sa mission, c'est-à-dire constituera un système économique nouveau, non plus composé de pièces éparses, mais au contraire uni, harmonieux, cohérent, communiste. Celui-là seulement qui est lié pratiquement à la production peut y apporter des nouveautés vivifiantes. En renonçant au principe, précisément, au principe de la direction collective dans l'industrie, le Parti communiste a commis un abandon grave, un acte d'opportunisme, une déviation de la lutte de classe, que nous avions si passionnément affirmée et défendue dans la première période de la Révolution.

Comment cela est-il arrivé? Comment s'est-il fait que notre parti, avec sa fermeté et sa trempe acquises dans les combats révolutionnaires, se soit laissé détourner du droit chemin prolétarien et se soit mis à errer, à travers les sentiers de cet opportunisme si profondément détesté et vilipendé par lui?

A cela nous répondrons plus tard. Pour le moment demandons-nous comment s'est constituée et développée l'opposition ouvrière.

Le 9^{ème} Congrès s'était tenu au printemps. Pendant l'été, l'opposition ne se manifesta pas. On n'entendit plus parler d'elle, lors des chauds débats du deuxième *Congrès de l'Internationale* sur la question des syndicats. Mais dans les masses profondes se poursuivait le travail d'accumulation de l'expérience et de la réflexion critique. Ce travail a trouvé son expression, encore bien imparfaite, pendant la *Conférence communiste* de septembre 1920. Notre pensée s'égarait encore dans le domaine de la négation et de la critique. Nous n'avions pas de propositions positives, pas de formules à nous. Mais ce qu'on pouvait voir déjà, c'est que le *Parti communiste* entrait dans une phase nouvelle, qu'une fermentation se produisait, que les «couches inférieures» réclamaient «la liberté de critique» et déclaraient hautement que la bureaucratie les étouffait, entravait toute action vivante et toute manifestation d'initiative.

Les sommets dirigeants du parti surent apprécier à sa juste valeur cette fermentation commençante, et en la personne de Zinoviev, multiplièrent les promesses verbales: liberté de critique, élargissement de l'initiative des masses, nécessité de combattre les déformations bureaucratiques, poursuite sévère de tous les dirigeants manquant au principe démocratique...

Beaucoup de paroles furent dites et bien dites. Mais entre la parole et l'acte, la distance est immense. La *Conférence* de septembre, avec toutes les promesses de Zinoviev, ne changea rien ni au Parti, ni à l'existence des masses ouvrières. La source qui alimentait l'opposition ne fut pas tarie. Dans les masses progressaient et grandissaient sourdement le mécontentement, la critique, le travail de la pensée.

Cette sourde fermentation arriva jusqu'aux dirigeants, enfantant entre eux des désaccords qui prirent une acuité inattendue. Il faut le remarquer, dans ces milieux dirigeants de notre parti, la question sur laquelle les différends se marquèrent avec toute leur acuité est précisément celle des syndicats. La chose était naturelle.

Aujourd'hui dans le débat entre l'opposition et les sommets du parti cet article n'est pas le seul, mais il constitue cependant, étant donné la situation, le point central de toute notre politique intérieure.

Avant que l'*Opposition ouvrière* eût rassemblé ses thèses et formulé les principes sur lesquels doit reposer à son avis la dictature du prolétariat dans le domaine de l'organisation économique, les milieux dirigeants s'étaient nettement divisés entre eux sur la manière d'apprécier le rôle des organisations de la classe ouvrière dans la restauration de la production sur les nouvelles bases communistes. Le comité central de notre Parti s'était divisé: Lénine contre Trotsky, avec Boukharine comme tampon au milieu!

C'est seulement au 8^{ème} Congrès des Soviets et immédiatement après qu'on vit avec évidence qu'il existait à l'intérieur du parti une opposition compacte, groupée principalement autour des thèses concernant le rôle des syndicats, et que cette opposition, sans avoir un seul grand leader ni théoricien, violemment combattue par les chefs les plus populaires du parti, grandissait et se fortifiait, et surtout s'étendait de plus en plus à travers la Russie laborieuse... Si encore elle s'était nichée seulement à Moscou et à Petrograd. Mais non: du Donetz, de l'Ounal, de Sibérie et d'une série de centres industriels, les rapports signalaient au Comité central du parti, la formation et les actes d'une «Opposition ouvrière». En vérité cette opposition était loin de se révéler partout à propos des mêmes articles qui réunissaient l'opinion des capitales ouvrières de la République soviétique; il y avait parfois dans les manifestations, les revendications et les motifs de l'opposition pas mal de confusions, de sottise, de mesquinerie, tandis que les points essentiels étaient oubliés, mais une chose demeurait immuable, c'était cette question: qui doit réaliser l'activité créatrice de la dictature du prolétariat dans le domaine économique?

Sont-ce ces organes essentiellement prolétariens, rattachés immédiatement et par des liens vitaux avec la production que sont les syndicats? - ou bien au contraire, les administrations d'État, sans relation directe et vivante avec l'activité productrice et en outre, d'un contenu social mélangé? Là est le nœud du débat. L'*Opposition ouvrière* tient pour la première proposition. Les sommets de notre parti, quelles que puissent être les divergences de leurs thèses sur tel ou tel autre point moins essentiel, sont avec un ensemble touchant, pour la seconde.

Qu'est-ce que cela montre?

Cela nous montre que notre parti traverse sa première crise sérieuse depuis le début de la Révolution et qu'il n'a pas le droit de se débarrasser de l'opposition en la traitant de «syndicaliste», ou autres épithètes à bon marché, mais que tous les camarades doivent rentrer en eux-mêmes et se demander: d'où résulte cette crise? De quel côté est la vérité de classe, du côté des sommets dirigeants ou bien de celui des ouvriers et des masses prolétariennes avec leur juste instinct?

La crise du Parti.

Avant de considérer les principaux points qui font l'objet du débat entre les dirigeants de notre Parti et l'*Opposition ouvrière*, il nous faut chercher la réponse à cette question: *Comment notre Parti, combatif, solide, puissant et invincible précisément par la netteté et la fermeté de sa ligne de classe, a-t-il pu commencer à dévier de cette ligne?*

Plus le *Parti communiste* nous est cher pour avoir accompli un pas aussi décisif vers l'affranchissement des travailleurs du joug capitaliste, moins nous avons le droit de fermer les yeux sur les erreurs de ses dirigeants.

La force de notre Parti a toujours consisté, et doit encore aujourd'hui consister en ce que ses centres dirigeants perçoivent d'une oreille aiguisée les inquiétudes et les aspirations nouvelles qui groupent entre eux les ouvriers et, connaissant ces dispositions, trouvent le moyen de les diriger de façon à ce qu'elles servent aux masses de tremplin pour marcher à la conquête des positions suivantes. C'est ce qui arrivait autrefois, mais qui n'arrive plus aujourd'hui. Notre Parti ne se borne pas à ralentir sa course foudroyante vers l'avenir; de plus en plus souvent il regarde prudemment en arrière et se demande s'il n'est pas allé trop loin, s'il n'est pas temps de s'arrêter, s'il ne serait pas plus sage d'user de circonspection et d'éviter les expériences hardies sans précédent dans l'histoire.

D'où vient cette trop sage prudence (elle se marque bien clairement dans le manque de confiance de nos milieux dirigeants à l'égard des facultés économiques des syndicats ouvriers), qui dans ces derniers temps s'est emparée de nos centres. Où en est la cause?

Si nous considérons attentivement la source de nos dissensments intérieurs, nous nous convaincrons que la crise actuelle du *Parti communiste* résulte de trois causes fondamentales.

La première et la principale, c'est la situation difficile dans laquelle le *Parti communiste* est appelé à travailler et à agir. Le *Parti communiste* doit édifier le communisme et mettre en pratique son programme dans l'état des choses suivant: 1- complète désorganisation et ruine de l'économie nationale; 2- attaques incessantes des puissances impérialistes et de la contre-révolution russe pendant les trois ans de la révolution; 3- pays arriéré économiquement, où la classe ouvrière doit à elle seule incarner le communisme, construire les formes nouvelles de l'économie communiste, tandis que la population paysanne dominent; pays où n'existent pas encore les conditions économiques nécessaires pour la collectivisation et la centralisation de la production et où le capitalisme n'a pas eu le temps de parfaire son développement (entre la concurrence illimitée qui est le stade primitif du capitalisme et la production qui est sa forme suprême, il y a les syndicats et trusts d'entrepreneurs).

Il est clair que toutes ces circonstances entraînent la réalisation pratique de notre programme (surtout dans son point fondamental, l'organisation de l'économie nationale sur des principes nouveaux), et en même temps introduisent dans la politique économique de l'*État soviétique*, une bigarrure d'influences qui tue en elle toute unité.

De cette cause fondamentale découlent les deux autres. Ce sont avant tout le retard économique de la Russie et la prédominance de la classe paysanne qui créent cette bigarrure et détournent inévitablement, dans la pratique quotidienne, la politique du Parti de la ferme constance de sa ligne théorique ou de principe. Un Parti qui est à la tête d'un *État soviétique* d'une composition sociale mélangée, est obligé bon gré mal gré de tenir compte, aussi des aspirations du petit propriétaire paysan, avec ses intérêts égoïstes et son éloignement du communisme, ainsi que la couche immense des éléments petits-bourgeois de l'ancienne Russie capitaliste, intermédiaires de toutes sortes, petits commerçants, commis, artisans, petits fonctionnaires, qui se sont rapidement adaptés à l'organisation soviétique. Ce sont eux qui remplissent principalement les bureaux des *Soviets*, qui sont les agents du *Commissariat de l'Approvisionnement*, les chefs des services de l'armée, les hommes d'affaires audacieux des *Bureaux centraux* de nos industries. Le *Commissaire du Peuple de l'Approvisionnement* a cité à la fraction communiste du 8^{ème} Congrès des *Soviets* des chiffres bien caractéristiques: il compte dans son commissariat 17% d'ouvriers, 13% de paysans, moins de 20% de «spécialistes» et tout le reste, plus de 50%, est composé d'anciens artisans ou commis et autres «petit public» dont la majorité est même illétrée (c'est Tsourioupa qui le dit); preuve à son avis de la qualité démocratique de son personnel, alors qu'en réalité il n'a rien de commun avec la classe prolétarienne, avec les producteurs de richesses, avec les ouvriers de l'industrie.

C'est précisément cette catégorie, largement répandue à travers les administrations soviétistes, cette catégorie de petite bourgeoisie hostile au communisme, attachée à la routine du passé, pleine de répulsion et de crainte devant l'action révolutionnaire, qui corrompt notre appareil gouvernemental en y portant un esprit absolument étranger à la classe ouvrière. Ce sont deux mondes et deux mondes ennemis. Or, en Russie, nous sommes contraints de chercher à nous persuader, à persuader la classe ouvrière qu'elle-même et la petite-bourgeoisie (sans même parler des paysans, en la personne du paysan moyen, bon, économique et laborieux), peuvent admirablement s'accommoder ensemble sous cette enseigne commune: «*Tout le Pouvoir aux Soviets*», oubliant que, précisément, dans la pratique journalière de la vie, les intérêts des ouvriers et de la petite-bourgeoisie ou des paysans, également pénétrés de la mentalité petite-bourgeoise, se heurtent inévitablement, tirent la politique de l'*État soviétique* à hue et à dia et émoussent son relief de classe.

Outre le petit propriétaire campagnard, outre l'élément petit-bourgeois (non pas ouvrier, mais bien petit-bourgeois) des villes, notre Parti doit compter encore dans sa politique gouvernementale avec l'influence des membres de la grosse bourgeoisie, en la personne des «*spécialistes*», techniciens, ingénieurs, anciens requins de la finance et de l'industrie, liés par tout leur passé avec le système capitaliste, incapables de se représenter aucune forme de production autrement que dans le cadre auquel ils sont accoutumés de l'économie capitaliste. Plus la *Russie soviétique* a besoin de spécialistes pour les questions techniques et la direction de son industrie et plus ces éléments, étrangers à la classe ouvrière, influent sur la marche et le développement des formes et du caractère de notre économie nationale. Rejetée complètement au début de la Révolution, restée ensuite dans les mois les plus difficiles de notre lutte en position d'attente ou même de franche hostilité envers le Pouvoir des Soviets (le «*sabotage*» des intellectuels), cette catégorie sociale des hommes d'affaires du système capitaliste, des valets soumis et bien payés du capital, acquièrent de jour en jour une influence et une importance plus considérable dans la politique (1). Faut-il des noms? N'importe quel ouvrier au courant de notre politique intérieure et extérieure pensera sur le champ à plus d'un de ces individus...

Tant que le centre de gravité de notre vie était au front, l'influence de ces Messieurs, de cet élément étranger à la classe ouvrière, sur la politique de notre *État soviétique*, en particulier en ce qui touche l'appareil économique, était relativement minime.

Les «*spécialistes*», enfants du passé, liés intimement et indissolublement au régime bourgeois supprimé par nous, se sont glissés dans notre *Armée rouge*, y apportant leur esprit d'autrefois (subordination, galons, distinctions, obéissance passive au lieu de la discipline de classe, arbitraire des chefs, etc...). Mais leur influence ne s'étendait pas sur la ligne politique générale de la *République soviétique*. Le prolétariat ne leur disputait pas la direction dans les choses militaires, car avec son sûr instinct de classe, il sentait qu'en cette matière la classe ouvrière, en tant que classe, n'a rien à dire de neuf, est impuissante à apporter aucune modification fondamentale au système militariste, à changer sa nature, à de reconstruire sur une nouvelle base sociale. Le militarisme est une création des degrés de civilisation dépassés par l'humanité. Le militarisme, le service militaire, la guerre, n'auront pas de place dans la *Société communiste*. La lutte pour la vie suivra une ligne différente, prendra des formes tout, à fait autres, inaccessibles à notre imagination. Le militarisme jouit de ses derniers jours à l'époque de la dictature du prolétariat et, pour cette raison, il est naturel que les ouvriers, comme classe, n'aient rien de vraiment créateur, de nouveau, d'utile au développement futur de la Société, à apporter au militarisme, ni dans ses formes, ni dans son système. Il y a certes dans l'*Armée rouge* des essais de création, mais le fond du métier militaire est demeuré le même. Malgré tout, en matière militaire, la direction donnée par des anciens officiers et généraux de l'ancienne armée, n'a pas fait dévier la politique soviétique dans un sens étranger au nôtre, au point que les ouvriers puissent sentir un dommage évident pour eux, c'est-à-dire pour leur classe et sa mission fondamentale.

Il en est autrement dans le domaine économique. La production et son organisation, voilà, en effet, l'essence du communisme. Éloigner les ouvriers de l'organisation de la production, leur refuser, c'est-à-dire refuser aux organisations professionnelles, interprètes véritables de la classe prolétarienne, la possibilité d'apporter dans la production et dans l'organisation des nouvelles formes économiques leur élément créateur, ne se confier qu'à la «*science*» des spécialistes, dressés et éduqués pour un système de production entièrement différent, c'est là abandonner en fait le marxisme scientifique. Or, c'est précisément ce qui se pratique aujourd'hui dans les sommets de notre Parti. Voyant l'état catastrophique de notre économie nationale, toujours basée sur le système capitaliste (salaires payés en argent, tarifs, catégories de travail, etc...), les dirigeants de notre Parti, dans un accès de méfiance à l'égard des forces créatrices des collectivités ouvrières, cherchent le salut contre le désordre économique... Chez qui donc? - Chez les représentants du

(2) L'opposition ouvrière n'a jamais nié qu'il faille utiliser les «*spécialistes*» de la technique et de la science. Mais les utiliser est une chose, leur donner le Pouvoir en est une autre.

passé bourgeois et capitaliste, chez les hommes d'affaires et les techniciens, dont des facultés créatrices, précisément dans le domaine économique, sont paralysées par la routine, les habitudes, les procédés propices au système économique du capitalisme. Ce sont nos dirigeants, encore, qui implantent cette foi, naïve jusqu'au ridicule, dans la possibilité d'implanter le communisme par voie bureaucratique. Là où il faudrait encore chercher et «créer», ils «prescrivent»...

Plus le front militaire recule au second plan devant le front économique, plus notre misère se fait aiguë et douloureuse, - et plus s'affirme l'influence des groupements de la population qui non seulement sont intimement étrangers et hostiles par toutes leurs fibres au communisme, mais encore sont absolument impuissants à manifester une initiative vivante dans la recherche de formes nouvelles pour l'organisation du travail, de modèles nouveaux pour augmenter le rendement, de procédés originaux pour allier la production et la consommation. Tous ces techniciens, experts, hommes d'affaires, qui émergent à la surface de la vie soviétique, dès qu'ils mettent la main sur la politique économique, exercent leur pression sur les sommets de notre Parti par l'intermédiaire des administrations et à l'intérieur de ces administrations.

Notre Parti se trouve dans une situation difficile et pénible: il est obligé, pour gouverner l'*État soviétique*, de prêter attention et de s'adapter à trois catégories de la population, différentes par leur composition sociale et par conséquent par leurs intérêts économiques. D'une part, le prolétariat. Le prolétariat réclame une politique absolument pure et sans compromis, une marche forcée sur le communisme. D'autre part, la classe paysanne avec ses aspirations de petits propriétaires, sa sympathie pour les «libertés» de toutes sortes et avant tout la liberté du commerce et la non-intervention de l'État dans ses affaires. A la classe paysanne, se joint la petite bourgeoisie, en la personne des «agents», des fonctionnaires de l'État, des employés des services de l'armée, etc..., adaptés au régime soviétique, mais condamnés par leur psychologie à déformer notre politique dans le sens de leurs tendances petites-bourgeoises. A Moscou, l'influence de ces éléments petits bourgeois se fait moins sentir, mais par contre dans les provinces, à la base même de d'action soviétique, elle est énorme et pernicieuse.

Enfin la troisième catégorie de la population, ce sont les hommes d'affaires, les anciens dirigeants du régime capitaliste. Ce ne sont pas les magnats du capital, les Riabouchinski de la Révolution, mais ce sont les anciens serviteurs pleins de talent du système capitaliste, le cerveau et le génie du capitalisme, ceux qui l'ont véritablement créé et fait fructifier. Approuvant parfaitement les tendances centralistes de la politique économique soviétique, escomptant tous les avantages de la régularisation de l'industrie et de son organisation en trusts (c'est en effet, à quoi tend le capital dans les États bourgeois les plus développés industriellement), ils veulent seulement que cette régularisation ne soit pas faite par les organisations ouvrières, mais par leurs mains à eux, sous le pavillon des administrations économiques de l'État, *Bureaux centraux et Conseils d'Économie nationale*, ou ils ont déjà poussé de solides racines. L'influence de ces Messieurs sur la «sage» politique gouvernementale de nos sommets est grande, infiniment plus grande qu'elle ne devrait l'être. Leur influence se marque dans cette tendance à asseoir et à maintenir, en dépit de tout, le système bureaucratique (avec des concessions dans le sens d'une «amélioration», mais nullement d'une modification du système lui-même). Elle se fait sentir plus manifestement encore dans les relations commerciales engagées avec les puissances capitalistes, relations qui passent par dessus la tête du prolétariat organisé, soit des pays étrangers, soit de Russie. Elle se marque dans une série de mesures qui aboutissent à réduire l'initiative des masses et à affirmer dans leur rôle dirigeant les représentants du passé capitaliste.

Au milieu de toutes ces catégories hétérogènes, notre parti est obligé de louoyer et de trouver une moyenne politique qui ne détruise pas l'unité de l'État. La franche politique du *Parti communiste*, en s'identifiant avec l'*appareil Société*, perd de plus en plus son relief de classe et se change en une politique neutre, indifférente à toutes les classes, résultat de l'adaptation des organes dirigeants aux intérêts hétérogènes et contradictoires d'une population socialement hétérogène et mélangeée. Cette adaptation entraîne inévitablement des oscillations, des incertitudes et des erreurs. Rappelons seulement nos zigzags dans la question de nos rapports avec les paysans, depuis «l'orientation sur le paysan pauvre» jusqu'à «l'orientation sur le petit propriétaire laborieux et bon économe». Cette politique, si on veut, témoigne de la profondeur et de la sagesse gouvernementale de nos «hommes d'État», mais l'historien qui apprécie sans parti-pris les différents stades de notre Pouvoir ne manquera pas de signaler là une dangereuse déviation de la ligne de classe et une tendance grosse de conséquences vers l'opportunisme et le louvoiement.

Ou bien prenons encore la question du commerce extérieur. Il y a là sans aucun doute dans notre politique un désaccord intime dont font foi les tiraillements incessants entre nos *Commissariats des affaires*

étrangères et du commerce extérieur. Ces tiraillements ne portent pas seulement un caractère étroitement «départemental», ils sont plus profonds, et, si ce peu qui se passe dans la coulisse de nos organes dirigeants était porté devant le tribunal des masses, qui sait quelle ampleur pourraient prendre les différends qui séparent le *Commissariat des Affaires Étrangères* de nos représentants commerciaux à l'étranger?

Des différends entre administrations, cachés aux masses, mais plus profonds par leur signification sociale, la nécessité pour la politique gouvernementale de s'adapter aux trois catégories sociales hétérogènes de la population (ouvriers, paysans, membres de l'ancienne bourgeoisie), voilà la seconde cause de crise dans notre Parti: Il n'est pas permis de l'ignorer. Elle est trop caractéristique, trop lourde de possibilités. Le devoir des dirigeants du Parti, s'ils ont à cœur sa vitalité et son unité, est d'approfondir cette cause et de retirer la leçon qui découle nécessairement du mécontentement suscité par elle et largement répandu dans les masses.

Tant que, à l'époque première de la Révolution, la classe ouvrière se sentait le seul interprète du communisme, l'unité dans le Parti était parfaite. Il ne pouvait être question de «*sommet*» et de «*couche inférieure*» dans la première période qui suivit octobre, au moment où l'avant-garde du prolétariat réalisait hâtivement et confirmait les uns après les autres tous les articles de notre programme de classe, de notre programme communiste. Le paysan, ayant reçu la terre, n'avait pas encore conscience d'être une partie intégrante, un citoyen investi de tous droits, de la République soviétique. Les intellectuels, les «*spécialistes*», les hommes d'affaire et toute la classe bourgeoise, les pseudo-spécialistes qui s'élèvent chaque jour un peu plus haut sur l'échelle soviétique sous figure de spécialistes, gardaient à l'écart une attitude expectative et laissaient ainsi le champ libre à l'élan créateur des masses ouvrières avancées.

Aujourd'hui, c'est le contraire: l'ouvrier sent, voit, touche à chaque pas que les spécialistes, et pis encore les pseudo-spécialistes, ignorants et sans expérience, les «*experts*», délogent l'ouvrier soi-disant «*inculte*», sous prétexte d'incapacité ou de penchant à appliquer partout son flair pratique, et remplissent les principaux organes qui dirigent notre production. Et le parti, au lieu de remettre à leur place ces éléments étrangers à la classe ouvrière et au communisme, les favorise et cherche chez eux, au lieu de les chercher dans les organisations ouvrières, le salut et le remède contre le désordre économique! Ce n'est pas aux ouvriers, ni aux syndicats et aux organisations de classe, mais à eux que le Parti accorde sa confiance. Cela, les masses ouvrières le sentent, et au lieu d'avoir un Parti et une classe prolétarienne compacts et unis l'un avec l'autre, on a une brèche, au lieu d'aller vers l'identité, on marche vers la désunion... Les leaders les plus populaires ont beau couvrir de belles paroles leur défection à la pure politique de classe et leurs concessions tantôt aux petits paysans, tantôt au capitalisme international: dans cette confiance montrée aux meilleures élèves du système de production capitaliste, les masses sentent bien où commence le recul. Les ouvriers peuvent nourrir les sentiments les plus dévoués et l'affection la plus chaleureuse envers la personne de Lénine, ils peuvent être séduits par l'admirable, l'incomparable talent oratoire de Trotsky, ou par sa puissance d'organisation, ils peuvent honorer beaucoup d'autres chefs en tant qu'individus, mais, lorsque la masse sent qu'on manque de confiance en elle, dans les facultés créatrices de sa classe, elle s'écrie naturellement: *Halte-là, nous ne vous suivons pas plus loin les yeux fermés, laissez-nous voir clair dans la situation. Votre politique de juste milieu entre trois catégories sociales est peut-être inspirée par une profonde sagesse. Mais elle sent à s'y méprendre notre vieille connaissance, l'opportunisme.*

Pour aujourd'hui il se peut que cette politique rassise nous fasse gagner quelque chose, mais prenons bien garde de ne pas nous égarer sur la fausse route qui, avec des détours et des zigzags, nous emmènerait insensiblement loin de l'avenir dans le maquis du passé... La méfiance grandit dans la classe prolétarienne à l'égard des dirigeants du parti, et plus ces dirigeants sont «*rassis*», plus ils prennent tournure d'habiles «hommes d'État» faisant de l'équilibre entre le communisme et le passé bourgeois, plus l'abîme se creuse entre les «*sommets*» et la «*masse*», plus l'intelligence entre eux diminue et plus devient douloureuse et fatale la crise intérieure de notre Parti.

La troisième cause déterminante de cette crise, c'est le fait que réellement, pratiquement, au cours de ces trois ans de révolution, les conditions matérielles d'existence des masses ouvrières, des producteurs, du peuple des fabriques, loin de s'améliorer, ont empiré. Cela, personne, dans les milieux dirigeants de notre Parti, ne le niera. Le sourd, mais large, mécontentement des ouvriers (remarquez-le bien: des ouvriers) a des raisons matérielles.

Ceux qui ont gagné directement à la révolution, ce sont les paysans; aux nouvelles formes d'organisation et de vie soviétistes se sont merveilleusement adaptés aussi non seulement les petits bourgeois, mais encore les membres de la grande bourgeoisie qui ont occupé des postes influents et directeurs dans les

administrations de l'État (en particulier dans les administrations économiques), dans l'industrie ou dans le commerce extérieur. Seule la classe fondamentale de la République soviétique, celle qui a supporté tout le poids de la responsabilité de la dictature traîne dans sa masse une existence scandaleusement malheureuse.

La *République du Travail*, conduite par les communistes, cette avant-garde de la classe ouvrière, qui, d'après Lénine «*a incarné en elle l'énergie révolutionnaire de toute la classe*», a pu placer dans des conditions privilégiées quelques entreprises ou branches d'industries «*de choc*», isolées, surgies accidentellement, devant le *Conseil des Commissaires du Peuple*. Elle n'a pas trouvé le loisir de songer à placer dans des conditions d'existence un tant soit peu humaines la masse, la grande masse des ouvriers et des ouvrières!

Le *Commissariat du Travail* est le plus mort de tous nos Commissariats. La politique soviétique n'a pas posé ni examiné sérieusement à l'échelle nationale cette question: que faut-il faire et que peut-on faire dans l'état de choses présent, en tenant compte de toutes les circonstances extérieures défavorables, pour améliorer la vie de l'ouvrier, pour conserver à la production sa capacité de travail, pour placer le travail de l'ouvrier dans des conditions relativement supportables? La politique soviétique s'est distinguée jusque dans ces derniers temps par l'absence de toute ligne suivie, de tout plan réfléchi et régulier en ce qui concerne l'organisation de la vie des ouvriers et l'amélioration des conditions de travail. Tout ce qui a été fait en cette matière l'a été par hasard, par à-coups, par les autorités locales, sous la pression des masses.

Pendant ces trois ans de guerre civile, le prolétariat a apporté périodiquement d'innombrables sacrifices sur l'autel de la révolution. Il a attendu patiemment. Mais aujourd'hui, au tournant, alors que le nerf vital de notre République est devenu le front économique, la masse ouvrière estime superflu de souffrir et d'attendre plus longtemps. Comment? N'est-ce pas elle qui construit l'existence sur la base communiste? «*Construisons-la nous-mêmes*, dit-elle, *nous savons sans doute mieux que ces Messieurs des Bureaux Centraux ce qui nous tient à cœur...*». L'ouvrier de la masse ouvre les yeux. Il voit que, jusqu'à présent, l'hygiène, l'amélioration sanitaire des ateliers, la protection de la santé du travailleur en d'autres termes, toutes les questions intéressant l'organisation de l'existence quotidienne et l'amélioration des conditions de travail sont mises à la dernière place dans notre politique. Pour résoudre la question des logements, on n'a pas trouvé mieux que d'installer les familles ouvrières dans des appartements bourgeois, incommodes et mal appropriés pour elles. Pis encore, on n'a pas même commencé l'esquisse d'un plan pratique de réorganisation du logement. A notre honte, non seulement dans les provinces lointaines, mais au cœur de la République, à Moscou, nous voyons fleurir les casernes ouvrières puantes, surpeuplées, anti-hygiéniques: quand on entre dedans, c'est à croire qu'il n'y a pas eu de révolution!... Nous le savons tous, la question des logements ne peut pas être résolue en quelques mois ni même en quelques années; dans l'état d'indigence où nous sommes, elle présente des difficultés particulières, mais le fait de l'inégalité grandissante, toujours plus accusée, entre les catégories privilégiées de la population et les simples ouvriers, squelette de la dictature du prolétariat, enfante et nourrit un mécontentement montant.

L'ouvrier de la masse voit de quelle façon vit le fonctionnaire soviétique et de quelle façon il vit lui-même, lui sur qui repose la dictature du prolétariat. Il ne peut pas ne pas voir que pendant toute la révolution la chose à laquelle on a accordé le moins d'attention, c'est la vie et la santé de l'ouvrier à l'atelier. Là où avant la révolution le régime était tant soit peu tolérable, il est maintenu encore par les *Comités d'usines*, mais partout où l'humidité, le manque d'air, les vapeurs délétères empoisonnaient, contaminaien et épuisaient l'organisme de l'ouvrier, tout cela est resté tel quel... «*On avait autre chose à faire... Songez au front de la guerre civile...*». Et pourtant, quand il s'agit de remettre en état un local pour quelque administration, on trouve toujours les matériaux et la main-d'œuvre... Essayons un peu de placer les spécialistes, nos experts en transactions commerciales avec le capital étranger, dans les tanières où continuent à vivre et à travailler les masses prolétariennes: ils se mettraient à pousser de tels cris que nous serions obligés de mobiliser toute la section du logement pour mettre fin à une «*incurie intolérable*» entravant la productivité du travail des spécialistes?

Le mérite de l'opposition ouvrière consiste en ce qu'elle a fait admettre la question de l'organisation des conditions d'existence des ouvriers, avec toutes les revendications soi-disant mesquines et sans importance des ouvriers dans le plan économique national. L'augmentation de la production est impossible si on n'organise pas en même temps l'existence des ouvriers sur des bases nouvelles convenables et communistes.

Moins on a entrepris et même projeté jusqu'à présent dans le domaine - je ne parle même pas de ce qui a été réalisé - plus sont profonds l'incompréhension mutuelle, l'éloignement et le manque de confiance

entre les milieux dirigeants du Parti et les masses ouvrières. Pas d'union, ancienne conscience d'une communauté de besoins, d'aspirations et de revendications. «*Les dirigeants sont d'un côté, et nous de l'autre. Peut-être savent-ils mieux administrer le pays, mais quant à notre labeur quotidien, quant à la vie de l'atelier, à ses besoins, et à ses exigences immédiates, ils ne les comprennent pas et ne veulent pas les connaître.*Pour être des nôtres, il l'a été peut-être, mais depuis qu'il est au Bureau Central, il ne nous connaît plus... il ne vit plus comme nous. Que lui font nos soucis? Ce ne sont plus les siens, bien sûr...».

Et, plus notre Parti retirait des fabriques et des syndicats des éléments les plus conscients et les plus dévoués pour les envoyer sur les fronts et dans toutes sortes d'administrations, plus le lien direct se brisait entre les masses ouvrières et les centres politiques dirigeants. La brèche s'agrandissait, la fissure se creusait... Aujourd'hui, cette fissure se fait sentir déjà à l'intérieur du Parti lui-même. Les ouvriers, par la voix de l'*Opposition ouvrière* demandent: qui sommes-nous? Est-ce vrai que nous sommes la pierre angulaire de la dictature du prolétariat, ou bien ne sommes-nous qu'un troupeau sans volonté, un marchepied pour ceux qui se sont détachés des masses et se sont fait un nid confortable sous l'enseigne communiste ou pour ceux qui mènent la politique et conduisent la vie économique en dehors de notre direction, sous l'élan créateur de notre classe?

Les sommets du Parti ont beau faire fi de l'*Opposition ouvrière*, c'est cependant elle la force saine et grandissante de toute une classe qui apporte son énergie vivifiante à la résurrection de notre vie économique et au Parti communiste lui-même qui commence à se flétrir et à se coucher sur terre.

Ainsi trois causes engendrent la crise de notre Parti: avant tout les conditions objectives dans lesquelles nous sommes obligés de réaliser les principes du communisme en Russie (guerre civile, faible développement économique du pays, profonde désorganisation consécutive à de longues années de guerre). Ensuite: le contenu mélangé de la population, 7 millions seulement de prolétaires, et à côté une masse de paysans, de petits bourgeois, les restes de l'ancienne grande bourgeoisie, les hommes d'affaires de toute sorte et de toute formation qui influent sur la politique des administrations d'État et même sur le Parti. Enfin la passivité du Parti pour tout ce qui touche l'amélioration directe du sort du prolétariat, en présence de l'incapacité et de l'impuissance des organes administratifs qui seraient tout désignés pour poser et résoudre ces questions.

Que veut l'opposition? En qui consiste son mérite? Son mérite consiste en ce qu'elle a fait apparaître devant le Parti toutes ces questions brûlantes, en ce qu'elle a dit clairement ce qui fomentait sourdement dans les masses et éloignait de plus en plus les ouvriers sans part-il du P. C., en ce qu'elle a nettement et sans peur lancé à la face des milieux dirigeants du Parti: «*Arrêtez, regardez autour de vous, rentrez en vous-mêmes. Où nous conduisez-vous? Ne faisons-nous pas fausse route? Ne dévions-nous pas du principe de classe? Bien mauvaise sera la situation du Parti si on voit rester d'un côté l'ossature de la dictature, la classe ouvrière et d'un autre côté, le P. C. Ce sera la ruine de la Révolution.*» Le Parti, au moment de la crise présente doit abjurer courageusement ses erreurs et écouter le sûr instinct des masses ouvrières qui lui lancent cet appel: par l'initiative créatrice de la classe montante en la personne des syndicats, vers la restauration et le développement des forces productrices du pays, vers le nettoyage du Parti de tous les éléments étrangers qui s'y sont incrustés; vers le redressement de son action, le retour à l'esprit démocratique, à la liberté d'opinion et de critique à l'intérieur du Parti!

Le rôle et les fonctions des Syndicats

Nous avons noté dans leurs traits fondamentaux, quoique rapidement, les causes qui suscitent la crise intérieure de notre Parti. Examinons maintenant les principaux points du désaccord entre les milieux dirigeants du *Parti communiste* et l'*Opposition ouvrière*. Ces points sont au nombre de deux: le rôle et les fonctions des syndicats dans la période de la restauration économique et l'organisation de l'industrie sur la base communiste, la question de l'activité des masses et de la bureaucratie dans le Parti et dans les Soviets. Arrêtons-nous sur la première question, la seconde en découle directement.

La grande période de la fabrication de «*thèses*» sur les questions des syndicats est terminée. Six plateformes diverses, six groupements intérieurs au Parti s'offrent à nous. Jamais encore le *Parti communiste* n'avait vu pareille diversité, pareille finesse de nuances, jamais la pensée communiste ne s'était enrichie d'un aussi grand bagage de formules sur une seule et même question. Visiblement la question est grave, essentielle.

Rien n'est plus vrai. Il s'agit en effet de savoir qui édifiera l'économie communiste et comment on l'édifiera. C'est là le fond, le cœur de notre programme. La question n'a pas moins d'importance, sinon plus, que celle de la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Seul le groupe du «Centralisme démocratique», avec Boutonov, peut être assez aveugle pour estimer que «*la question des syndicats à l'heure actuelle n'a pas la moindre importance objective et ne comporte aucune complexité théorique particulière*».

Il est naturel que cette question trouble le Parti. Dans son essence elle revient à ceci: de quel côté lancer la roue de l'histoire, en avant ou bien en arrière? Pas un communiste ne peut rester étranger à la discussion sur le rôle des syndicats. Voilà pourquoi il s'est formé six groupements différents.

Mais si on passe en revue attentivement les thèses de tous ces groupements, séparés les unes des autres par des nuances infiniment ténues, il apparaît que sur la question fondamentale: «*qui doit construire l'économie communiste et organiser la production sur des bases nouvelles?*», il n'y a que deux points de vue en présence. L'un, exprimé et fixé dans les thèses de l'*Opposition ouvrière*, l'autre réunissant toutes les autres nuances, multiformes, mais au fond identiques (3).

A quoi tendent les thèses de l'*opposition ouvrière* et comment comprend-elle les fonctions et le rôle des syndicats professionnels, ou plutôt des «*unions de production*», à l'heure actuelle?

«*Nous estimons que la question de la restauration et du développement des forces productives de notre pays ne peut être résolue qu'à condition de changer tout notre système d'organisation de la direction de l'Économie Nationale*» (discours de Chliapnikov, le 30 novembre).

Remarquez-le, camarades, «à condition de changer tout notre système». Qu'est-ce à dire? «*Le fond du désaccord, continue Chliapnikov, réside dans le canal par lequel notre Parti, à notre époque actuelle de transition, mettra en pratique sa politique économique: les masses ouvrières organisées en syndicats, ou bien par dessus leur tête, par la voie bureaucratique, des fonctionnaires spécialement investis*». C'est bien. cela le fond du différend: réaliserons-nous le communisme par la main des ouvriers ou bien par dessus leur tête par d'intermédiaire des fonctionnaires de l'État? Que les camarades y réfléchissent: est-il possible de réaliser, de construire l'économie et l'industrie communiste par la main et par l'esprit d'individus appartenant à une classe étrangère et pénétrés de la routine du passé? Si nous raisonnons en marxistes et en hommes de science, nous répondrons de façon nette et catégorique: Non! ce n'est pas possible. Se figurer que des «*spécialistes*», des techniciens, des experts en matière d'organisation industrielle capitaliste, sauront tout d'un coup se dégager de leurs procédés et de leur façon de nous accoutumer, de toutes les idées dans lesquelles ils ont été élevés et qui ont fait corps avec leur organisme même pendant qu'ils servaient le capital, pour travailler à mettre sur pied le nouvel appareil économique communiste - or c'est bien de découvrir ces nouvelles formes de production, d'organisation du travail, ces nouveaux stimulants à l'effort, qu'il s'agit -, c'est oublier cette vérité d'expérience universelle qu'un système économique ne peut être changé par tels ou tels individus de génie, mais seulement par les besoins profonds de toute une classe.

Posons cette question: si à l'époque de transition entre le système féodal, fondé sur le servage et le fouet, et le système capitaliste avec sa soi-disant liberté de travail et son salariat industriel, la classe bourgeoisie, manquant encore d'expérience pour l'organisation de son économie capitaliste, avait invité comme principaux organisateurs de ses fabriques les plus remarquables et les plus talentueux intendants et employés des grands domaines nobles, habitués à avoir affaire au travail servile, aux serfs, que serait-il arrivé? Ces hommes expérimentés, ces «*spécialistes*» en leur genre, élevés dans le respect du fouet auraient-ils su obtenir un grand rendement du travail «*libre*» d'un prolétariat qui, tout affamé qu'il était, avait cependant quelques possibilités d'échapper à la grossièreté d'un directeur de fabrique, en s'engageant dans l'armée, en se faisant journalier, vagabond, mendiant, pour échapper malgré tout à un travail odieux. N'auraient-ils pas au contraire ruiné dès ses débuts la nouvelle organisation du travail et avec elle tout le système capitaliste basé dessus? Certains maîtres de serfs, certains anciens grands propriétaires, certains intendants seraient s'adapter aux nouvelles formes de production, mais ce n'est pas parmi eux que la bourgeoisie recruta les véritables créateurs et les fondateurs de son système économique. Un instinct de classe faisait sentir aux patrons des premières fabriques qu'il valait mieux aller lentement et à tâtons, mais n'avoir recours qu'à ses propres moyens et à son propre flair, pour prouver la bonne voie et pour définir les relations nouvelles entre le travail et le capital, plutôt que d'emprunter à un système d'exploitation du travail qui avait fait son temps, des procédés inapplicables et funestes, capables seulement d'abaisser la production, au lieu de l'augmenter. L'instinct créateur de leur classe enseignait justement aux capitalistes, à l'époque de la pre-

(3) Le groupe d'Ignator et autres, qui, pour la structure intérieure et l'assainissement du Parti se rapproche beaucoup de l'*Opposition ouvrière*, occupe dans l'a question des syndicats une position assez indistincte.

mière accumulation de l'énergie capitaliste, qu'au lieu du fouet du maître il fallait employer un autre aiguillon, celui de l'émulation et de la concurrence, avec la menace du chômage et de la misère. Et les capitalistes sautant sur ce stimulant, sur cet aiguillon incitant au travail, surent s'en servir pour développer les formes nouvelles de la production capitaliste bourgeoise, en élevait du coup par ce procédé le rendement du travail salarié soi-disant «*libre*».

Il y a cinq siècles, la bourgeoisie a agi ainsi à tâtons, aveuglément, en obéissant seulement à son instinct de classe. Elle a eu plus de confiance en son flair qu'en l'expérience des sages «*spécialistes*», experts en organisation de l'économie féodale. Et elle a eu raison dans l'histoire.

Nous possédons aujourd'hui une grande arme qui nous aide à trouver le plus court chemin jusqu'à la victoire, qui réduit les souffrances de la classe ouvrière sur cette route, et qui donne un fondement solide au nouveau système économique communiste. Cette arme, c'est l'interprétation matérialiste de l'histoire. Or, au lieu de l'utiliser, d'approfondir notre expérience et de vérifier nos recherches par l'histoire ainsi comprise, nous sommes prêts à rejeter les vérités historiques et à nous égarer dans les maquis de l'empirisme aveugle, en nous fiant à la chance!... Si pénible que soit notre situation économique, nous n'avons aucune raison de nous laisser aller à une telle explosion de désespoir. Ceux qui doivent désespérer, ce sont les gouvernements capitalistes, qui, vu l'épuisement de l'énergie créatrice du capitalisme sont réellement acculés à une impasse, mais non point nous, la Russie laborieuse, devant laquelle la Révolution d'octobre ouvre des horizons sans bornes de création économique, de formes encore inouïes de production avec un rendement d'une richesse inconnue. Mais il nous faut apprendre à ne pas puiser dans le passé, à donner libre essor au contraire à l'initiative créatrice de l'avenir.

C'est ce que fait l'*Opposition ouvrière*. Quel peut-être le créateur, le fondateur de l'économie communiste? Ce ne sont pas quelques représentants du passé, même doués de génie, mais seulement cette classe qui est liée par tout son être à ce système de production nouveau, plus productif et plus parfait, qui naît dans la douleur. Quel est l'organe capable de manifester et de mettre en œuvre un élément créateur dans cette nouvelle organisation de l'économie et de la production: les syndicats ouvriers, ou bien les administrations d'État, avec leur personnel socialement impur et fonctionnariste? L'*Opposition ouvrière* estime que ce sont les syndicats ouvriers, et non pas la société mélangée et bureaucratique des fonctionnaires, surtout avec sa forte proportion d'hommes d'affaires à l'ancienne mode capitaliste à l'esprit tout empoussétré de routine capitaliste.

«*Les syndicats ouvriers, au lieu de se borner comme aujourd'hui à offrir un concours passif aux administrations économiques de l'État, doivent être appelés à participer activement et individuellement à la direction de toute l'économie nationale*». (Thèses de l'*Opposition ouvrière*). Chercher, trouver, mettre en œuvre de nouvelles formes économiques plus parfaites, essayer de nouveaux stimulants pour augmenter le rendement du travail, tout cela n'est loisible qu'à des associations indissolublement liées à la forme naissante de production par toute leur expérience quotidienne, et qui peuvent tirer de cette expérience une série de conclusions pratiques, minimes en apparence, mais infiniment précieuses en réalité, quant à la façon d'absorber l'ouvrier dans le nouvel état de choses où la misère, le chômage et la concurrence sur le marché du travail ont disparu comme stimulants.

Trouver un stimulant, un motif de travail, voilà le plus grand problème de la classe ouvrière, au seuil du communisme. Nulle autre que la classe ouvrière elle-même, en la personne de ses associations, n'est en état de résoudre ce problème.

L'activité syndicale ouvre un large champ à l'expérience pratique et au flair de classe pour tout ce qui concerne l'organisation et la découverte de nouvelles formes de production, en faisant appel aux facultés d'organisation du prolétariat, c'est-à-dire de celui qui, seul peut être le créateur du communisme.

Voilà la façon dont l'*Opposition ouvrière* aborde la question. Voilà comment elle comprend le rôle des syndicats. De là un des points les plus importants de ces thèses: «*L'organisation de la direction de l'économie nationale appartient au Congrès pan-russe des producteurs groupés en unions professionnelles et de production, lequel élit un organe central pour diriger toute l'économie nationale de la République*».

Cet article assure un large champ à l'initiative du prolétariat, qui cesse d'être étreint et mutilé par un appareil bureaucratique pénétré de l'esprit et de la routine du système économique capitaliste et bourgeois. De cette proposition découle toute le reste de son programme.

Mais c'est précisément là que commence le désaccord entre l'*Opposition ouvrière* et les sommets dirigeants de notre parti: manque de confiance dans la classe ouvrière (naturellement, pas en politique, mais en ce qui concerne les facultés économiques originales du prolétariat), voilà le fond des thèses émanant de nos milieux dirigeants. Les sommets de notre parti ne croient pas que les mains grossières d'ouvriers mal instruits dans la technique puissent créer les contours essentiels des formes économiques dont sortira avec le temps le système harmonieux de la production communiste. Il leur semble à tous à Lénine comme à Trotsky, à Boukharine comme à Zinoviev, que la production est une chose si délicate qu'il est impossible de se passer de «guide». Il faut faire avant tout l'éducation des ouvriers, il faut les mettre à l'école, et plus tard, quand ils seront grands, nous retirerons les professeurs du *Conseil Supérieur d'Économie Nationale* et nous permettrons aux syndicats de prendre en mains la direction de l'Économie nationale (4).

Chose caractéristique, toutes les thèses de nos dirigeants se rencontrent sur un point fondamental: il est trop tôt pour remettre la production et la direction économique entre les mains des syndicats, il faut «*patienter*». Les points de vue de Trotsky, de Lénine, de Zinoviev, de Boukharine et autres diffèrent sur la raison pour laquelle il ne faut pas encore remettre l'administration économique aux syndicats; mais pour affirmer que cette direction doit se faire aujourd'hui par dessus la tête des ouvriers, grâce à un système bureaucratique hérité de l'ancien régime, tous sont d'accord, tous nos camarades des sommets du Parti manifestent une solidarité touchante. «*Le centre de gravité de l'action syndicale à l'époque actuelle, - est-il dit dans les "Thèses des Dix", - doit être transporté dans le domaine de l'organisation économique. Les syndicats, comme organisation de classe du prolétariat, bâties sur le principe des branches de production, doivent se charger de la principale partie de l'organisation de la production*». La «*principale partie*», l'expression est extensible, elle n'est pas exacte, elle offre une large marge aux interprétations, mais elle permet en même temps de penser que la *Plateforme des Dix* accorde aux syndicats dans la direction économique plus de place que le système de Trotsky. Est-ce bien vrai? Les *Thèses des Dix* expliquent ensuite ce qu'il faut entendre par «*la principale partie*»: «*La participation la plus énergique à tous les centres régulateurs de la production, l'organisation du contrôle ouvrier, l'enregistrement et la répartition de la main-d'œuvre, les échanges entre les villes et les campagnes, la démobilisation de l'industrie, la lutte contre le sabotage, l'application de la mobilisation générale du travail, etc....*». Et c'est tout. Tout cela n'est pas neuf et ne dépasse pas ce qu'ont fait jusqu'à présent les syndicats, mais ne sauve pas non plus notre industrie et ne fait pas avancer d'un pas la question essentielle du développement et du rétablissement des forces productives du pays. Pour ne laisser aucun doute sur le rôle auxiliaire, et non point directeur, qui est laissé aux syndicats dans l'économie nationale, la *Plateforme des Dix* déclare: «*Les syndicats, sous une forme évoluée (remarquez-le; pas tout de suite, mais sous une forme évoluée) doivent devenir au cours de la révolution sociale commencée, les instruments du Pouvoir socialiste et travailler comme tels, en relation avec les autres organisations, à mettre en pratique les nouveaux principes d'organisation de la vie économique*». Il est ensuite traité des relations mutuelles entre les syndicats et le *Conseil Supérieur d'Économie Nationale* ou ses services. Quelle différence y a-t-il avec la «*fusion*» de Trotsky? Uniquement une différence de méthode. Les *Thèses des Dix* soulignent fortement le caractère éducateur des syndicats. Quand ils parlent du rôle des syndicats, en particulier de leur rôle d'organisateurs et d'éducateurs économiques, nos dirigeants se changent subitement d'hommes d'État en pédagogues!

Nous voyons se développer une très curieuse discussion non plus sur le système de direction économique, mais sur la façon d'éduquer les masses. En vérité, en feuilletant les thèses, sténogrammes, discours de nos camarades dirigeants, on est frappé de la veine pédagogique qu'ils se sont subitement découverte. Chaque fabricant de thèses a son système à lui, le plus parfait de tous, pour faire l'éducation des masses ouvrières. Mais tous ces systèmes partent de ce postulat unique qu'il ne faut laisser aucun champ libre à l'élève pour essayer, perfectionner et manifester ses facultés créatrices. En cela les pédagogues de nos milieux dirigeants ne sont pas de leur époque.

Il est bien vrai que pour Lénine, Trotsky, Boukharine et autres, le rôle des syndicats n'est pas de diriger la vie économique ni de prendre en mains la production, mais de servir d'instrument pour l'éducation des masses. Au cours de la discussion, il a semblé à certains camarades que Trotsky était pour l'étatisation progressive, et non immédiate, des syndicats, et leur reconnaissait en tout cas la mission de diriger l'économie nationale, comme il est dit dans notre programme, et ce point semblait rapprocher Trotsky de l'oppo-

(4) De nouveau une leçon de l'histoire se présente à nous. Bien entendu les nobles étaient infiniment plus instruits en matière économique que les bourgeois et pourtant ces derniers, guidés par leur flair de classe, se sont bien gardés de mettre le seigneur à la tête de leurs entreprises, ou bien s'ils l'ont pris comme directeur pour utiliser ses conseils ils l'ont soigneusement maintenu avec un bagage de science dans une position subordonnée. Loin de lui confier la direction de leur entreprise, de leur usine, ils l'ont conservée pour eux.

sition, tandis que le groupe Lénine-Zinoviev, tout en niant l'étatisation, voyait la principale raison d'être des syndicats dans leur fonctionnement comme «école de communisme». «Les syndicats, reproche Trotsky à Zinoviev, seraient nécessaires, d'après vous, pour le premier dégrossissement» (discours du 30 décembre). Quant à lui, à première vue, il comprend autrement le rôle des syndicats: à son avis, leur principale fonction est l'organisation de la production. En cela il a profondément raison. Trotsky a raison encore quand il dit: «Dans la mesure où les syndicats sont des écoles de communisme, il faut l'entendre non point de la propagande générale du communisme parmi les ouvriers organisés, (car alors ils joueraient simplement le rôle de clubs), ni des mobilisations de leurs membres pour l'approvisionnement ou les fronts, mais d'une vaste éducation de leurs membres par le moyen de leur participation à la production» (Discours du 30 décembre). Ce sont là des vérités indéniables, mais une chose seulement est oubliée: les syndicats ne sont pas seulement des écoles de communisme, ce sont les créateurs du communisme.

Ce qu'on a oublié, c'est l'activité créatrice du prolétariat .Trotsky l'escamote en disant que «les véritables organisateurs de la production (à l'intérieur des syndicats) ce sont les communistes qui ont la direction de ce syndicat». Quels communistes? Sont-ce ceux qui, comme le veut Trotsky (voir ses *Thèses* sous leur premier aspect), sont désignés par le Parti pour des misons qui souvent n'ont rien de commun avec les fonctions du syndicat dans l'économie et la production, envoyés et placés par le Parti à tel ou tel poste syndical ou administratif? Trostky est franc. Il ne croit pas que la classe ouvrière soit prête à créer le communisme et, tout en cherchant dans les tourments, tout en commettant des erreurs, à constituer cependant des formes nouvelles de production. Il l'a dit tout net et publiquement. Il a mis en pratique son système d'éducation des masses à coups de trique et dans son *Comité Central des Transports* il a préparé ces masses à jouer plus tard leur rôle de patron avec les mêmes procédés qu'on employait autrefois à l'égard des apprentis. Sans doute l'apprenti devenu maître après avoir reçu suffisamment de taloches ruinera sa boutique à force de croupir dans la routine, mais par contre, tant que le bâton du patron instituteur est suspendu sur lui, il travaille quand même, il produit.

Voilà ce que Trotsky appelle transporter le centre de la question «de la politique dans la production»! Relever, ne fût-ce que pour un instant, la production, par quelque moyen que ce soit, c'est tout pour lui, il n'y a pas d'autre problème. A cela doit se réduire tout le rôle éducateur des syndicats.

Lénine et Zinoviev ne sont pas de cet avis. Ce sont des pédagogues plus modernes. «*Bien des fois on a dit que les syndicats sont des écoles de communisme. Qu'est-ce qu'une école de communisme? A prendre le terme strictement, dans une école de communisme, il faut avant tout enseigner et éduquer, et non commander*» (Applaudissements). Une pierre dans le jardin de Trotsky! Et Zinoviev ajoute: «Les syndicats... exécutent un énorme travail dans l'esprit prolétarien, et ensuite dans un esprit purement communiste. C'est là le rôle fondamental des syndicats. Aujourd'hui on commence à oublier cette vérité assez profondément, quand on se croit permis de traiter le mouvement professionnel, c'est-à-dire l'organisation la plus large de la classe ouvrière, d'une façon trop imprudente, trop grossière, trop brutale. Il faut s'en souvenir, l'organisation professionnelle a sa mission propre: ce n'est pas de commander directement, de donner des ordres ni de faire le dictateur, mais avant tout d'entraîner des millions de travailleurs dans le mouvement prolétarien organisé...».

Ainsi, le pédagogue Trotsky a passé les limites, a fait preuve d'un excès de zèle dans son système d'éducation. Mais que propose donc Zinoviev lui-même? De donner dans les syndicats des leçons élémentaires de communisme: «d'apprendre aux masses les bases premières du mouvement prolétarien». Comment cela? par l'expérience pratique de tous les jours, par la création réelle de nouvelles formes économiques, comme le veut l'opposition? Rien de semblable! Le groupe Lénine-Zinovev tient pour le système d'éducation par préceptes et par leçons de morale accompagnées d'exemples soigneusement choisis. Nous avons un demi-million de communistes (parmi lesquels malheureusement beaucoup d'étrangers venus d'un autre monde) sur sept millions d'ouvriers. Le Parti, selon Lénine, englobe l'avant-garde du prolétariat; et l'élite des communistes, en collaboration étroite avec les «spécialistes» dans les administrations économiques d'État élabore par des méthodes de laboratoire les formes de la société communiste. Ces communistes, travaillant sous la surveillance des «bons pédagogues» du *Conseil Supérieur d'Économie Nationale* et des *Bureaux centraux*, ce sont les «bons élèves», ceux qui avaient toujours des 10 autrefois. Et les masses ouvrières des syndicats doivent considérer ces élèves exemplaires et s'instruire par leur exemple. Mais quant à mettre la main au gouvernail, halte-là! le moment n'est pas venu...

De l'avis de Lénine, les syndicats, c'est-à-dire la véritable organisation de la classe ouvrière, ne sont pas du tout les créateurs de l'économie communiste: «ils font la liaison entre l'avant-garde et les masses, par leur action quotidienne les syndicats convainquent les masses...», etc...

Ce n'est plus la trique de Trotsky. C'est le système à l'allemande, Froebel-Pestalozzi, l'enseignement par l'exemple. Les syndicats ne font rien d'essentiel dans la vie économique, mais ils convainquent les masses et leur servent de liaison avec l'avant-garde de la classe, avec le Parti, lequel à son tour, remarquez-le bien, n'administre pas lui-même en tant que collectivité et n'organise pas la production, mais constitue des administrations économiques de composition mélangée, où il se trouve aussi des communistes...

Quel est le système le meilleur, cela serait à discuter. Celui de Trotsky a en tout cas le plus de relief et de réalité. Avec des prescriptions ou bien avec l'exemple des «bons élèves» on ne fera jamais progresser l'art pédagogique. C'est une vérité qu'il ne faudrait pas perdre de vue.

Le groupe de Boukharine occupe une position intermédiaire, ou plutôt il essaie de combiner les deux systèmes d'éducation; remarquez que ce groupe lui aussi ne méconnaît pas aux syndicats le droit d'agir de façon indépendante dans les questions économiques. D'après Boukharine et son groupe, les syndicats remplissent un rôle double: d'une part ils sont une école de communisme, un intermédiaire entre le Parti et la masse sans parti (cela est pris de Lénine), un appareil déversant les masses prolétariennes dans la vie active (remarquez-le, camarades, dans la vie active, et non pas dans la création de nouvelles formes économiques, non pas dans la recherche et la révélation d'un nouveau système de production); d'autre part ils sont à un degré toujours plus accusé une partie intégrante de l'appareil économique et de l'appareil en général du Pouvoir gouvernemental (cela est près de Trotski et de sa «fusion»).

Là encore le débat ne porte plus sur le rôle des syndicats, mais sur la méthode à suivre pour éduquer les masses en se servant des syndicats, Trotski est - ou plus exactement était - pour enfoncer la sagesse économique communiste dans la tête des syndicats avec le système employé par lui dans les transports et pour faire si bien leur éducation, à coups de nominations, déplacements, militarisations et autres mesures tragiques du même genre, qu'ils se fondent avec les administrations économiques d'État et deviennent les exécuteurs obéissants des plans élaborés par le *Conseil Supérieur d'Économie Nationale*. Zinoviev et Lénine se dépêchent moins de fondre les syndicats avec les administrations économiques d'État. Les syndicats, disent-ils, peuvent rester syndicats. L'industrie sera administrée par des hommes choisis par nous. Le *Bureau d'organisation du Comité Central* est passé maître en la matière Quand il se sera formé dans les syndicats de bons élèves bien sages et bien appliqués, nous les verserons dans les bureaux de l'État. Et les syndicats n'auront plus qu'à disparaître et à se dissoudre.

Quant au rôle actif en matière économique, nous le réservons au *Conseil Supérieur d'Économie Nationale* et autres organes de l'État bureaucratique: aux syndicats nous laissons le rôle d'écoles. De l'éducation, encore de l'éducation et toujours de l'éducation... Voilà la devise de Zinoviev et de Lénine, Boukharine se pique de réalisme dans ce système d'éducation, et c'est pourquoi il a reçu une réprimande de Lénine et s'est même fait accoler une épithète malsonnante. Boukharine et son groupe, en soulignant le rôle éducateur des syndicats dans les circonstances politiques contemporaines, est partisan de la plus large démocratie ouvrière à l'intérieur des syndicats. Partout le principe électif, uniquement le principe électif, et les candidatures présentées par les syndicats obligatoires et non plus conditionnelles. Quelle démocratie! C'est presque l'*Opposition ouvrière*. Mais il y a une petite réserve: l'*Opposition ouvrière* reconnaît les syndicats comme les créateurs et les directeurs de l'économie communiste; Boukharine comme Trotski et comme Lénine, les relègue au rôle d'écoles de communisme, sans plus. Pourquoi donc jouer au radicalisme dans la question de principe électif quant on sait d'avance que ce principe ne fera ni chaud ni froid au système de direction de l'industrie? Cette direction en effet, demeure hors de la portée des syndicats, entre les mains des administrations de l'État... Boukharine rappelle ces pédagogues qui enseignent à l'ancienne mode, d'après les manuels de telle ligne à telle ligne, et qui encouragent «l'*initiative*» des élèves en leur faisant élire un camarade de service pour la classe, pour le réfectoire, pour l'organisation de spectacles ou de jeux... (5).

Ainsi les deux systèmes se concilient et se marient à merveille. Quant à savoir ce qui en résultera, à quoi seront bons les pensionnaires de nos mentors éclectiques, c'est une autre question. Si Anatole Vassiliéвitch Lounatcharsky était obligé dans ses réunions professorales de perdre son temps à réfuter de pareilles hérésies, la situation de *Commissaire du Peuple à l'Instruction Publique* deviendrait intenable...

Il ne faudrait pourtant pas diminuer à l'excès la valeur des méthodes éducatives de nos camarades dirigeants à l'égard des syndicats, tous, sans excepter Trotski, comprennent que dans l'éducation «l'*initiative*»

(5) Voir les thèses du groupe de Boukharine.

joue un rôle non méprisable. Aussi cherchaient-ils les domaines où les syndicats peuvent, sans dommage pour l'ensemble du système bureaucratique de l'État, manifester leur initiative et leur action économique.

Le domaine le plus innocent qui ait été découvert pour cette initiative des masses et pour cette «*participation active à la vie*» (d'après Boukharine) c'est l'amélioration des conditions d'existence. L'*Opposition ouvrière* fait une grande place à cette question, mais elle comprend fort bien que le terrain essentiel sur lequel doit s'exercer l'action originale du prolétariat, c'est la création de nouvelles formes économiques, dans lesquelles les conditions d'existence ne seront qu'une partie. Au contraire, d'après Trotsky et Zinoviev, la production est organisée par les administrations de l'État, et les syndicats sont invités à se livrer aux fonctions utiles, mais quelque peu étroites, du ménage intérieur. Zinoviev par exemple voit le «*rôle économique des syndicats*» dans la répartition des vêtements de travail ou bien il dit nettement: «*Il n'y a pas de fonction plus importantes que les fonctions économiques: aujourd'hui préparer un établissement de bains à Pétrograd est une chose dix fois plus essentielle que de donner cinq excellentes conférences*».

Qu'est-ce que cela: confusion naïve ou bien escamotage voulu du rôle original et organique des syndicats dans la production et dans le développement des forces productives, sous prétexte de leur confier cette mission étroite d'organiser la vie quotidienne et le ménage intérieur? Nous retrouvons la même pensée, sous des expressions un peu différentes, chez Trostki: Trotsky invite magnaniment les syndicats à faire preuve de la plus large initiative dans le domaine économique. Mais en quoi cette initiative ou bien cette collaboration à l'amélioration du sort des masses consiste-t-elle? A remettre les carreaux d'un atelier, à combler les mares devant une usine... (discours de Trotsky au *Congrès du sous-sol*). Pardonnez-nous, camarade Trotsky, mais ces choses sont tout bonnement du domaine ménager, et si vous réduisez l'activité des syndicats à de semblables pertes d'initiative, les syndicats ne seront plus des écoles de communism mais des écoles professionnelles de concierge.

Cependant Trotsky fait le champ le plus large à «*l'initiative des masses*» en les appelant, non pas à organiser de façon indépendante les conditions d'existence (pour aller aussi loin il faut être cette folle d'*Opposition ouvrière*), mais seulement à prendre du Conseil d'Économie Nationale des leçons pour l'amélioration du sort des ouvriers! Pour toutes les questions concernant les ouvriers, leur alimentation, l'économie de leurs forces, il faut que les syndicats sachent exactement (sachent, et non pas participent eux-mêmes activement), non seulement d'une façon générale comme le vulgaire public, mais sachent en détail tout le travail courant qui se fait au Conseil Supérieur d'Économie Nationale» (discours du 30 décembre). Les mentors du Conseil supérieur d'Économie Nationale ne se bornent plus à obliger les syndicats à exécuter leurs plans, ils commentent leurs prescriptions à l'usage de bons élèves. C'est un progrès sur le système appliqué à la Fédération des Transports.

Mais le premier ouvrier venu comprend que, si utile qu'il puisse être de remettre les carreaux d'un atelier, il n'y a cependant rien dans cet acte qui ressemble à la direction de l'industrie. Les forces productives et leur développement n'ont rien à voir à semblable opération, Cependant la question qui se pose est bien celle-ci: Comment développer ces forces? Comment organiser la vie économique, comment concilier les nouvelles conditions de vie avec les nécessités de la production, de façon à économiser le maximum d'énergie en vue du résultat utile en diminuant la somme de travail improductif? Le Parti peut former un soldat, en un mot un exécuteur d'un plan déjà constitué. Mais il ne peut pas former un constructeur de l'économie communiste: seul le syndicat ouvre un champ à l'activité créatrice dans le domaine économique.

D'ailleurs ce n'est pas là le rôle du Parti. Son rôle est celui-ci: créer des conditions favorables à la formation, dans les masses ouvrières groupées par l'unité de leur idéal économique, de l'ouvrier créateur de nouveaux procédés de travail, d'une nouvelle utilisation de la main-d'œuvre, d'un nouveau regroupement des énergies productrices. Pour triompher de la crise économique, pour créer l'économie communiste, l'ouvrier doit avant tout faire naître dans son cerveau une méthode nouvelle d'organisation du travail et des procédés nouveaux de direction.

Malheureusement cette vérité simple et marxiste n'est pas partagée aujourd'hui par les sommets de notre Parti. Pourquoi donc? Parce que ces sommets ont plus de confiance dans les bureaucrates et les techniciens hérités de l'ancien régime que dans l'esprit créateur et sain de la classe prolétarienne. En tout autre domaine on peut se demander à qui doit appartenir la direction: à la collectivité ouvrière ou bien aux spécialistes bureaucrates? Dans l'instruction des masses, dans le développement de la science, dans l'organisation de l'armée ou du service de santé, partout, mais pas dans le domaine économique. Ici la chose est indiscutable et lumineuse pour tous ceux qui n'ont pas encore oublié l'histoire.

Nul marxiste n'ignore que le rétablissement de la production et le développement des forces productives d'un pays dépendent de deux facteurs: le progrès de l'outillage technique et l'utilisation rationnelle du travail, l'élévation intelligente de l'énergie productrice, la découverte de nouveaux motifs incitant à l'effort. C'est ce qui s'est reproduit chaque fois au cours de l'histoire de l'humanité à chaque passage d'un degré économique inférieur à un degré supérieur.

Dans la *République du Travail*, le développement des forces productrices par le progrès technique passe au second plan par rapport à l'autre facteur, l'organisation rationnelle du travail et la découverte d'un nouveau système économique. Même dans le cas où la Russie soviétique réaliseraient intégralement son plan d'électrification, si elle n'apportait pas des nouveautés radicales dans l'administration et l'organisation de son économie nationale, elle ne ferait que rattraper les pays capitalistes. Par contre, pour l'utilisation rationnelle des énergies et pour la constitution d'un nouveau système de production, la Russie laborieuse se trouve placée dans des conditions particulièrement favorables qui permettent de dépasser de bien loin tous les pays bourgeois et capitalistes par le développement de ses forces productrices. En Russie soviétique le stimulant venant du chômage n'existe plus. La classe ouvrière affranchie du joug du capital a le moyen de dire son mot nouveau et original pour découvrir de nouveaux motifs d'effort et créer des formes de production encore inouïes dans l'histoire.

Mais qui donc peut montrer cet esprit créateur, ce flair raisonnable dans ce domaine? Les éléments bureaucratiques qui dirigent les administrations de l'État? ou bien les syndicats dont les membres de par leur expérience du groupement des forces dans l'atelier, possèdent des indications pratiques et réellement utiles permettant de réorganiser toute l'économie nationale?

L'*Opposition ouvrière* défend ce principe que la direction de l'économie nationale appartient aux syndicats, et en cela elle est plus marxiste que les théoriciens de nos sphères dominantes.

L'*Opposition ouvrière* n'est pas assez ignorante pour faire fi du grand rôle que jouent la technique et la science. Elle n'a pas du tout la prétention de constituer un organe de direction élu par le *Congrès des producteurs* et de disperser ensuite les *Conseils d'Économie Nationale* et *Bureaux Centraux*. Elle se représente les choses tout différemment: elle veut subordonner ces *Bureaux Centraux* indispensables, techniquement nécessaires, leur donner des directives théoriques, les utiliser de la même façon qu'autrefois les fabricants utilisèrent les techniciens spécialistes à leur solde pour réaliser les plans imaginés et esquissés par eux. Les spécialistes peuvent apporter énormément comme améliorations techniques, ils peuvent faciliter les recherches du prolétariat, ils sont nécessaires et indispensables, comme la science elle-même et son progrès, sont nécessaires à toute classe montante et militante. Mais les spécialistes bourgeois, même si l'étiquette de communiste leur est accolée, sont incapables et moralement impuissants pour ce qui est d'augmenter les forces productives dans un État non capitaliste, de découvrir des procédés nouveaux d'organisation du travail ou bien de trouver des stimulants nouveaux pour intensifier l'effort. Ici, c'est la classe qui doit parler, c'est-à-dire son expression la plus marquée et la plus distincte, les syndicats.

Lorsque sur la frontière entre le Moyen Age et les temps modernes, la bourgeoisie naissante entra en lutte économique avec la classe féodale en décadence économique, elle ne possédait aucun avantage technique sur la noblesse. Le revendeur, ce premier capitaliste, était obligé d'acheter la marchandise chez ce même artisan qui a l'aide de limes, de ciseaux et de tours primitifs fabriquait des objets pour son seigneur, son propriétaire, ou bien le marchand étranger avec lequel il entrait en transaction «*libre*». Mais le servage, atteignant son plus haut degré de perfectionnement, cessa de donner un bénéfice, et les énergies productives commencèrent à ralentir leur croissance. Alors l'humanité posa cette question: déchéance économique, ou bien recherche de formes nouvelles de travail et par conséquent d'un nouveau système économique capable de relever le rendement, d'élargir et d'écartier les bornes de la production, d'ouvrir des possibilités nouvelles de progrès aux énergies productives.

Qui donc pouvait trouver la voie nouvelle pour réorganiser la production? Naturellement c'étaient les représentants de la classe qui n'était pas liée par la routine du passé et qui comprenait que le ciseau et le tour entre les mains du serf donnait infiniment moins que les mêmes instruments entre les mains d'un ouvrier «*libre*», c'est-à-dire salarié, continuellement incité par l'aiguillon de la misère...

Et la classe naissante et montante, découvrait le moteur essentiel de la productivité du travail, construisit sur ce fondement tout le système, complexe et grand à sa façon, de la production capitaliste... Ce n'est que bien plus tard que les techniciens vinrent au secours des capitalistes. La base, ce fut le nouveau système de l'organisation du travail, les nouvelles relations entre le travail et le capital.

Il en est de même aujourd'hui. Aucun spécialiste ni technicien pénétré de la routine du système de production du passé ne peut rien apporter de vivant et de modifiant en ce qui regarde l'organisation du travail et la création d'une économie communiste. Ici la parole appartient à la collectivité ouvrière. C'est le grand mérite de l'*Opposition ouvrière* d'avoir posé nettement et franchement cette question, d'une extrême importance, devant le Parti.

Lénine estime que le principe créateur du communisme dans le domaine économique peut se manifester par le canal du Parti. Est-ce bien vrai? Avant tout, comment fonctionne le Parti? D'après Lénine: «*il englobe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire*». Et c'est lui ensuite qui disperse cette avant-garde à travers les administrations de l'État, en en restituant une partie aux syndicats - privés de tout champ d'action dans la direction et l'organisation de l'économie nationale; - et là ces communistes, bien éduqués, dévoués et peut-être même pleins de talent, sont étouffés et pourris par l'atmosphère générale de routine et de bureaucratie dont sont pénétrés les organes qui chez nous président à la «*création économique*». L'influence de ces camarades est effacée, affaiblie, leur initiative se perd.

Il en est bien autrement dans les syndicats: là le contenu prolétarien est plus dense, les éléments sont plus homogènes, le but collectif est étroitement lié aux intérêts du travail et de la vie quotidienne des producteurs, membres eux-mêmes de ces *Comités d'usines*, des directions d'usine ou des bureaux syndicaux. L'initiative créatrice, la recherche de nouvelles formes économiques, de nouveaux motifs d'intensification du travail, tout cela ne peut naître qu'au sein de cette collectivité naturelle de la classe prolétarienne. L'avant-garde de cette classe peut accomplir la révolution, mais la classe tout entière, dans la pratique quotidienne de sa vie de classe, est seule capable de constituer la base économique de la nouvelle société.

Celui qui ne croit pas aux facultés originales de la collectivité prolétarienne - collectivité dont l'expression la plus vive est fournie par les syndicats - celui-là doit renoncer à jamais à créer l'économie communiste. Ni Krestinsky, ni Préobrajenski, ni même Lénine ou Trotski ne découvriront infailliblement par l'intermédiaire du Parti, ceux des ouvriers qui sont capables de trouver, d'essayer et de montrer le nouveau système de production, la nouvelle façon d'aborder le travailleur. Car ces ouvriers ne peuvent être révélés que par la pratique de la vie à des hommes à la fois producteurs eux-mêmes et organisateurs de la production.

Malheureusement cette vérité, qui est simple et claire pour n'importe quel ouvrier, est perdue de vue par les sommets de notre Parti. Le communisme ne peut pas être décrété. Il doit être créé par la recherche des hommes vivants, au prix d'erreurs parfois, mais par l'élan créateur de la classe ouvrière elle-même.

Dans les discussions passionnées qui se poursuivent entre les sommets de notre Parti et l'*Opposition ouvrière*, le point litigieux est celui-ci: à qui notre Parti confie-t-il la constitution de l'économie communiste: au *Conseil Supérieur d'Économie Nationale*, avec toutes ses ramifications bureaucratiques, ou bien aux syndicats? Trotski veut opérer entre le *Conseil supérieur* et les syndicats une «fusion» telle que le premier engloutisse les seconds. Zinoviev et Lénine veulent soumettre les masses syndicales à une «éducation» communiste telle que les syndicats se dissolvent sans douleur au sein des administrations d'État, Boukhariane et tous les autres fabricants de thèses disent au fond la même chose, avec des variantes de formules, des différences de mots le fond est identique (6).

Seule l'*Opposition ouvrière* tient un autre langage et défend les intérêts des classes du prolétariat dans la création et la réalisation de ce qui constitue sa tâche essentielle.

La direction de l'économie nationale dans la *République du Travail* à l'époque de transition où nous sommes doit être confiée à un organe élu par les producteurs ouvriers. Toutes les administrations économiques d'État ne font qu'exécuter la politique économique de cet organe suprême de la *République du Travail*. Tout le reste n'est que piétinement sur place et ne fait que dénoncer un manque de confiance dans les énergies créatrices des ouvriers, manque de confiance indigne de notre Parti, qui doit toute sa puissance précisément à l'inépuisable source d'énergie révolutionnaire qu'est le prolétariat.

Il n'y aura pas à s'étonner si au moment du Congrès les auteurs des diverses plateformes économiques, à l'exclusion de l'*Opposition ouvrière*, font l'accord entre eux sur des concessions et sur des compromis. Rien d'essentiel ne les sépare.

Seule l'opposition ouvrière ne doit pas et ne peut pas faire de concessions. Cela ne veut pas dire quelle

(6) Je ne m'attarderai pas à faire l'analyse des autres plateformes, car elles ne présentent rien de nouveau pour le fond du débat, et dispersent l'attention sur des détails.

désire la scission. Son but est autre. C'est, même dans le cas où elle sera battue au Congrès, de rester à l'intérieur du Parti, pour défendre fermement et pas à pas son point de vue, sauver le Parti et redresser sa ligne de conduite.

Encore une fois, en peu de mots, que veut l'*Opposition ouvrière*?

1- Constituer l'organe directeur de l'Économie Nationale avec les ouvriers, les producteurs eux-mêmes.

2- Pour cela, c'est-à-dire pour arriver à ce que les syndicats, au lieu de collaborer passivement avec les administrations économiques de l'État, y prennent une part active et manifestent dans ces administrations l'initiative des ouvriers, l'*Opposition ouvrière* détermine une série de mesures préalables préparant progressivement l'établissement de ce régime.

3- La direction de telle ou telle branche d'industrie n'est remise entre les mains du syndicat correspondant qu'après que ce syndicat y a été reconnu suffisamment préparé par le *Conseil central panrusse des syndicats*.

4- Les nominations aux postes administratifs dans l'industrie sont interdits sur toute la ligne sans autorisation du syndicat. Tous les candidats des syndicats sont obligatoires. Tous les délégués envoyés par les syndicats sont responsables devant lui et peuvent être rappelés par lui.

5- Pour réaliser le plan ainsi esquissé, il faut commencer par renforcer les syndicats par la base en préparant chaque Comité d'usine à prendre la direction de l'entreprise.

6- La réunion en un seul organisme de la direction de toute l'économie nationale (au lieu de la dualité actuelle entre le *Conseil supérieur d'Économie Nationale* et le *Conseil Central panrusse des Syndicats*) crée une unité de volonté, qui facilite la mise en pratique du plan économique unique, condition nécessaire du système communs. Est-ce là du *Syndicalisme*? N'est-ce pas plutôt la réalisation du programme de notre Parti? Et ceux qui s'en éloignent, ne sont-ce pas au contraire les tenants des autres thèses?

La bureaucratie et l'initiative des masses

Bureaucratie ou initiative des masses? Voilà le second point qui sépare les sommets du Parti et l'*Opposition ouvrière*. Le problème de la bureaucratie a été posé, mais examiné d'une façon trop superficielle au 8^{ème} *Congrès des Soviets*. Ici, comme dans la question du rôle et du caractère des syndicats, la discussion a été dirigée sur une fausse voie. Le débat, ici aussi, est plus profond qu'il ne semble. Il consiste au fond en ceci: *Quel est, pour l'État des travailleurs, au moment où se constitue la base économique du communisme, le système de gouvernement qui assure le plus large champ à l'initiative du prolétariat? Est-ce le système bureaucratique des administrations d'État, ou bien la large et pratique initiative des masses ouvrières?* Poser cette question, c'est mettre en présence deux principes qui s'excluent nécessairement l'un l'autre, la bureaucratie ou bien l'initiative? Et on veut le faire rentrer de force dans la question des moyens de vivifier l'appareil soviétique! Encore une fois, c'est escamoter le débat, comme dans la discussion sur le rôle des syndicats.

Il faut le déclarer de façon claire et distincte, Les demi-mesures, quelques modifications dans les relations entre les *Bureaux centraux* et les *organes administratifs locaux*, ou autres innovations aussi inexistantes et aussi mesquines, comme le déplacement de quelques militants influents ou bien l'envoi de communistes dans des administrations d'État, où, malgré eux, ils se laissent gagner par l'atmosphère bureaucratique et se dissolvent au milieu d'éléments bourgeois, sont incapables d'amener la moindre démocratisation ni la moindre vie dans l'administration soviétique (7).

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. N'importe quel enfant de Russie soviétique sait que le problème consiste à faire participer la plus grande masse possible d'ouvriers, de paysans et de menue gent du travail à l'organisation de la vie économique, de l'existence quotidienne et de l'État des travailleurs. Le problème est clair. En d'autres termes: il faut éveiller l'initiative des masses. Or que fait-on pour encourager et pour faciliter cette initiative? Rien. Au contraire. Il est vrai que dans chaque meeting nous disons aux ouvriers et aux

(7) Quant à la bureaucratie à l'intérieur du Parti, nous en traiterons plus loin.

ouvrières: «Créez la vie nouvelle! construisez! aidez, le Pouvoir des Soviets!». Mais que la masse, qu'un groupe d'ouvriers ou d'ouvrières prenne notre appel à cœur et essaye de le mettre en pratique, et tout aussitôt quelqu'un de nos organes bureaucratiques, s'estimant lésé, donnera sur les doigts aux trop fougueux initiateurs... Tous nos camarades se rappelleront sans peine des dizaines de cas où des ouvriers ont imaginé d'organiser eux-mêmes un réfectoire, une crèche, une coupe de bois, etc... Chaque fois leur intérêt vivant et immédiat pour cette œuvre a été tué par la lenteur bureaucratique, par les échanges interminables de papier, par les pérégrinations à travers les sections, les refus, les nouvelles démarches, etc... Et là où on aurait pu avec ses propres forces et son ardeur: organiser un réfectoire, une coupe de bois ou bien une crèche, on recevait un refus basé sur le manque dans les dépôts centraux d'objets d'ameublements, de chevaux pour le transport du bois ou de local pour la crèche. Combien d'amertume s'accumule chez les ouvriers et les ouvrières, quand ils voient, quand ils savent que si on leur donnait le droit et la possibilité d'agir, ils mèneraient leur entreprise à bonne fin. Quel dépit de recevoir pareil refus, quand on a soi-même découvert les matériaux dont il s'agit, quand on s'en est assuré...

L'initiative tombe, le désir d'agir est tué. «*Puisqu'il en est ainsi, que les bureaux eux-mêmes s'occupent de nous!*». De là, la plus funeste des divisions. «*Nous*», c'est-à-dire la gent travailleuse, et «*eux*», c'est-à-dire les fonctionnaires soviétistes, dont tout dépend. Là gît le mal.

Or, que font les sommets de notre Parti? Essaient-ils de découvrir la racine du mal et de reconnaître franchement que le système que nous avons appliqué et réalisé par l'intermédiaire des soviets, loin d'encourager l'initiative des masses, ne fait que le tuer? Non, nos sommets ne l'essayent pas. Tout au contraire, au lieu de rechercher le moyen d'encourager l'initiative des masses, qui s'accommoderait admirablement de la souplesse de nos organes soviétistes à certaines conditions, nos sommets deviennent tout d'un coup les défenseurs, les chevaliers de la bureaucratie. Combien de camarades, à la suite de Trotski, répètent que: «*Si nous souffrons, ce n'est pas d'avoir emprunté les mauvais côtés de la bureaucratie, mais de n'avoir pas emprunté ses bons côtés*» - (*Vers un plan économique unique*).

La bureaucratie, c'est la négation directe de l'initiative des masses. C'est pourquoi celui qui fonde le système administratif de la *République des Travailleurs* sur le principe de l'encouragement des initiatives et de l'appel des masses à cette administration est obligé de ne distinguer dans la bureaucratie, ni bons, ni mauvais côtés et de repousser purement et simplement le système bureaucratique comme pernicieux absolument.

La bureaucratie n'est pas un phénomène surgi de notre misère, comme l'assure Zinoviev et ce n'est pas non plus un reflet de cette habitude d'aveugle subordination contractée sous le régime militaire, comme disent d'autres: le phénomène est plus profond. Il vient de la même source qui enfante notre politique instable et double à l'égard des syndicats: l'influence grandissante sur notre appareil gouvernemental de groupes sociaux étrangers d'esprit non seulement au communisme, mais même aux aspirations et infiltré au plus profond de notre Parti et qui ronge de part en part les organes soviétistes, comme le reconnaissent non seulement l'*Opposition ouvrière*, mais encore de nombreux camarades plus réfléchis restés en dehors de ce groupe.

On n'a pas seulement rétréci l'initiative de la «*masse sans parti*», (ce qui serait encore compréhensible et découlait logiquement de l'atmosphère tendue de la guerre civile), on a encore amputé, jusqu'à la dernière limite celle des membres du Parti. Toute initiative indépendante, toute pensée nouvelle qui n'a pas passé par la censure des centres dirigeants, est considérée comme une hérésie, comme une violation de la discipline du Parti, comme une démarche attentatoire aux droits du centre, qui doit tout prévoir et tout prescrire. S'il n'a pas prescrit, vous n'avez qu'à attendre. Un jour viendra où ce centre aura le temps et prescrira, et alors, dans un cadre strictement déterminé, vous pourrez «*déployer*» votre «*initiative*»...

Qu'arriverait-il, si par exemple des membres du *Parti Communiste de Russie*, amateurs d'oiseaux, se mettaient en tête de fonder une *Société pour la protection des oiseaux*? L'entreprise semble utile, en tout cas, elle est agréable et ne menace pas de porter atteinte aux «*plans gouvernementaux*». Mais ce n'est là qu'une apparence. Aussitôt apparaîtraient des organes bureaucratiques, qui feraient valoir leurs droits à l'organisation de cette Société, qui la fondraient dans un appareil d'État, et qui par là tuerait l'initiative directe, en la remplaçant par une liasse de circulaires et d'instructions qui fourniraient du travail à plusieurs centaines de nouveaux fonctionnaires et alourdiraient d'autant la poste et les transports.

L'essence de la bureaucratie et sa nuisance ne consistent pas seulement dans les lenteurs, comme voudraient nous le faire croire les camarades qui transportent le débat sur le terrain de la «*vivification de*

l'appareil soviétique», mais en ce que toutes les questions sont décidées non par échange d'opinions, non point par l'action vivante et immédiate des personnes intéressées, mais par voie formelle, par décision d'en haut, par un individu ou bien par un collège rétréci à l'excès, en l'absence complète ou presque complète des personnes intéressées. Une tierce personne décide de votre sort: c'est là l'essence de la bureaucratie.

Devant les souffrances grandissantes causées dans la classe ouvrière par le chaos de notre époque de transition, la bureaucratie se trouve incapable et impuissante. Le miracle d'enthousiasme nécessaire pour augmenter la production et améliorer le sort des ouvrières ne peut être accompli que par l'initiative vivante des masses ouvrières intéressées, à condition que cette initiative ne soit pas gênée et limitée à chaque pas par une hiérarchie d'autorisations et de prescriptions. Les marxistes, les bolcheviks en particulier, ont toujours dû leur force à ce qu'ils ont moins poursuivi les succès prochains et immédiats (comme le faisaient les opportunistes et les conciliateurs) qu'ils ne se sont efforcés de placer le prolétariat dans des conditions lui permettant de tremper son énergie révolutionnaire ou de développer ses facultés d'action. L'initiative des ouvriers nous est indispensable. Mais nous leur fermons la voie.

La peur de la critique et de la pensée libre, jointe au système bureaucratique, atteint parfois chez nous jusqu'à la caricature.

Et cependant quelle initiative est permise sans liberté d'opinion et de pensée? L'initiative ne se manifeste pas seulement dans un acte précis, dans tel au tel travail, mais bien davantage dans le travail indépendant de la pensée. Nous redoutons l'indépendance des masses, nous hésitons à donner libre champ à l'esprit créateur du prolétariat, nous redoutons la critique, nous avons cessé d'avoir confiance dans les masses, voilà d'où vient toute notre bureaucratie. Et voilà pourquoi l'*Opposition ouvrière* estime que la bureaucratie est notre ennemi, notre fléau, est le plus grand danger pour la vitalité du *Parti communiste*.

Pour nous guérir de la bureaucratie qui s'est fait un nid dans les administrations d'État, il faut avant tout nous guérir de celle qui sévit à l'intérieur du Parti. Pour combattre la bureaucratie, il faut combattre tout le système. Dès que notre Parti reconnaîtra autrement qu'en théorie ou en paroles, comme base de notre administration l'indépendance des masses, les administrations d'État deviendront d'elles-mêmes, par la force des choses, des organes vivants accomplissant des fonctions révolutionnaires et communistes, et cesseront d'être les simples appareils d'enregistrement, les cimetières de dossiers, ou les laboratoires de circulaires mort-nées, qu'ils sont aujourd'hui chaque jour un peu plus.

Que faut-il faire pour supprimer la bureaucratie dans le Parti et pour mettre à sa place la démocratie ouvrière?

Avant tout, il faut comprendre que nos dirigeants ont tort quand ils disent: aujourd'hui nous consentons à lâcher quelque peu les rênes, tant qu'aucun danger aigu ne nous menace sur le front, mais dès que ce danger se fera sentir, nous reviendrons au système militaire. Ils ont tort, car il faut se souvenir que ce qui a sauvé Petrograd, ce qui a défendu bien des fois Lougansk, d'autres villes encore et des territoires entiers, c'est l'héroïsme. L'armée rouge était-elle seule? Non. Il y avait l'activité propre et l'initiative héroïque des masses ouvrières. Chaque camarade s'en souviendra toujours, au moment du danger notre parti fait appel à l'initiative des masses comme à une arme de salut; il est vrai qu'au moment du danger il convient de fortifier la discipline, la rapidité et l'exactitude de l'exécution, l'esprit de dévouement, dans le prolétariat et dans le *Parti Communiste*, mais entre ces manifestations de l'esprit de classe et la subordination aveugle préconisée dans ces derniers temps par notre Parti, il y a un abîme.

L'opposition ouvrière, de concert avec un groupe de militants de Moscou, réclame au nom de l'assainissement du Parti et de la suppression du mauvais esprit bureaucratique, la mise en pratique des principes démocratiques, non seulement dans les périodes de répit, mais aussi en cas de crise intérieure et extérieure. C'est la condition première et essentielle de l'assainissement et du retour du Parti aux principes de son propre programme, dont, sous la pression d'éléments étrangers, il s'écarte de plus en plus dans la pratique.

Le seconde condition catégoriquement réclamée par l'*Opposition ouvrière*, c'est de débarrasser le Parti de ses éléments non prolétaires. Plus se fortifie le *Pouvoir des Soviets*, et plus augmente le nombre des éléments étrangers, carriéristes sans idéal ou infime, délibérément hostiles, qui s'infiltrent dans le Parti. Il faut faire un nettoyage fondamental. En le faisant, il faut partir de ceci que les plus révolutionnaires parmi les éléments non ouvriers sont entrés dans la première période de la *Révolution d'octobre*. Le *Parti communiste* doit être un *Parti ouvrier*, à cette condition seulement il pourra résister aux éléments petits bourgeois, venus de l'extérieur, aux influences paysannes ou aux spécialistes serviteurs invétérés du capital.

L'*Opposition ouvrière* propose de vérifier tous les communistes non-ouvriers entrés dans le Parti après Octobre et d'exclure tous ceux qui sont entrés après 1919, en leur accordant le droit de demander leur réadmission dans un délai de trois mois.

En même temps, un certain stage de travail manuel devra être imposé à tous les éléments non-ouvriers désirant rentrer dans le Parti ou y entrer, et ce stage sera passé dans les conditions ordinaires de vie et de travail de l'ouvrier.

La troisième démarche décisive pour démocratiser le Parti est de composer les *Comités de province* et de district ainsi que le *Comité central*, de telle sorte que les ouvriers liés immédiatement aux masses y possèdent l'influence prépondérante.

Un rapport étroit avec cet article du programme de l'*Opposition ouvrière* se trouve celui qui demande la transformation de tous nos organes dirigeants, depuis le *Comité central* jusqu'aux *Comités de districts* d'organes régissant les détails quotidiens de la politique et s'ingérant dans les nominations et les déplacements du point de vue étroit de tel ou tel bureau, en un organe de contrôle sur la politique générale de l'appareil soviétique.

Nous avons déjà noté que la crise de notre Parti résulte de la rencontre de trois sortes de tendances diverses par leur composition sociale; la classe ouvrière, la classe paysanne et la petite bourgeoisie, et enfin les délivrés de l'ancienne bourgeoisie, représentés par les «spécialistes» et les hommes d'affaires.

Des raisons de caractère politique obligent les organes centraux ou locaux d'État, les commissariats et même le *Conseil des Commissaires du Peuple* avec le *Comité Central Exécutif*, à prêter l'oreille et à s'adapter à ces trois groupes hétérogènes de la population de notre *République des Travailleurs*. Cela ne manque pas de nuire à la fermeté et à la pureté de la ligne de classe, dont l'interprète, dans l'intérêt de la Révolution doit être le *Parti communiste*. Or, chez lui aussi, les conditions de politique générale commencent à l'emporter sur les intérêts de la classe ouvrière.

Pour que le *Comité central* et les divers comités du Parti défendent réellement la pureté de notre politique de classe et rappellent à l'ordre les organes de l'État, chaque fois que dans leur politique se remarquera un écart de notre programme (par exemple, dans la question du rôle et du but des syndicats), il faut réduire au minimum le nombre des militants occupant à la fois des postes importants dans des organes de l'État et dans ceux du Parti.

Souvenons-nous en la Russie n'est pas encore arrivée à faire l'unité des intérêts économiques, elle est, au contraire, une masse sociale composée d'éléments divers, et l'État soviétique est obligé de concilier des intérêts parfois contraires, de choisir un moyen terme et de tenir la balance égale.

Pour que le *Comité central* de notre Parti soit, lui, le centre suprême de la politique de classe, l'organe de la pensée communiste et le contrôleur permanent de la politique réelle des Soviets, l'incarnation morale des principes de notre programme, il faut, surtout dans le *Comité central*, réduire au minimum le nombre de ses membres qui occupent, en même temps des fonctions dans les organes suprêmes de l'État.

A cet effet, l'*Opposition ouvrière* propose pour obtenir des comités communistes, qui soient véritablement des instruments de contrôle moral à l'égard des administrations de l'État, et qui maintiennent ces dernières dans une ligne de classe ferme, pour renforcer également l'action intérieure du Parti, de prendre la mesure suivante, générale pour toute la Russie: un tiers au moins des membres des comités communistes ne remplira aucune autre fonction dans le Parti ou dans les organes de l'État.

La quatrième exigence essentielle de l'*opposition ouvrière* est le retour de notre Parti au principe électif.

Le principe de la nomination est admissible à titre d'exception dans des cas spéciaux, alors qu'en fait il est devenu la règle. La nomination est le fait caractéristique de la bureaucratie, or, elle est devenue le fait universel, reconnu et légal. La nomination crée une atmosphère malsaine dans le Parti; en violant les relations d'égalité et de camaraderie, elle nourrit le carriérisme, elle offre un terrain favorable au favoritisme et à toutes sortes d'autres phénomènes fâcheux de notre pratique dans le Parti et dans l'État. La nomination ôte

de son sentiment de responsabilité à celui qui est désigné d'en haut pour commander les autres et élargit l'abîme entre les sommets et les échelons inférieurs.

Le bénéficiaire de la nomination se trouve, en fait, hors de tout contrôle, car d'en haut on est incapable de suivre ses actes, et d'en bas on est privé du moyen de le rappeler à l'ordre et de le remplacer s'il est au-dessous de sa tâche. Autour de lui se crée d'ordinaire une atmosphère «*officielle*», pleine d'ambitions et d'intrigues, qui contamine les collaborateurs et discrédite le Parti. Le principe de nomination est la négation absolue du principe collectif. Le principe de nomination nourrit l'absence de responsabilité. La nomination d'en haut doit être abolie et remplacée par l'élection sur toute la ligne. Ne peuvent être «*délégués*» que les camarades élus membres des centres dirigeants par un congrès ou une conférence (par exemple les membres du *Comité central*, des *Comités de provinces* ou de districts).

Enfin la condition indispensable pour assainir le Parti et pour y détruire l'esprit bureaucratique, c'est de revenir à l'ancien état de choses, où toutes les questions essentielles de la vie communiste et de la politique soviétique étaient examinées par les masses avant que la somme de cet examen soit faite par les sommets. C'est ce qui se passait à l'époque clandestine et même au moment de la conclusion de la paix de Brest.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Malgré les ronflantes promesses de la *Conférence panrusse* de septembre, une question aussi sérieuse que celle des concessions s'est abattue sur les masses avec le souffle d'une avalanche.

Et c'est seulement par suite des différends qui se sont produits entre les dirigeants eux-mêmes que la question du rôle des syndicats a été présentée à la discussion des masses communistes.

Une large publicité, la liberté d'opinion, la liberté de discussion, le droit de critique à l'intérieur du Parti et parmi les membres des syndicats, voilà la méthode décisive pour abolir le système bureaucratique.

La liberté de critique, la reconnaissance aux diverses tendances du droit de se manifester librement dans les assemblées du Parti, le droit de discussion, tout cela a déjà cessé d'être réclamé par l'*Opposition ouvrière* seule. Sous la pression grandissante des masses, de nombreuses mesures indiquées par cette opposition dès avant la *Conférence panrusse* sont maintenant devenues des vérités officiellement reconnues. Il suffit de lire la plateforme du *Comité de Moscou* sur la structure intérieure du Parti à l'occasion du Congrès pour dire: l'opposition a droit de se glorifier du progrès de son influence. Sans elle, aurait-on pu attendre un pareil pas à gauche de la part du *Comité de Moscou*? Et pourtant, il ne faudrait pas exagérer l'importance de ce pas, tant qu'il n'est qu'une déclaration présentée au Congrès. Il pourrait bien arriver à cette plateforme, ce qui, pendant ces dernières années, est arrivé maintes fois aux décisions de nos dirigeants: dans les congrès et les conférences, sous la fraîche pression des masses, ils adoptent les mesures les plus radicales, mais une fois le congrès passé, la vie rentre dans son ornière et la décision demeure un désir oublié...

N'est-ce pas ce qui est arrivé à la décision de notre 8^{ème} Congrès ordonnant d'expulser du Parti les éléments impurs? De rendre plus difficile l'entrée des non-ouvriers dans le Parti? Et qu'est-il advenu de la décision de notre Congrès de 1920 remplaçant les nominations par un système de recommandation? Les inégalités n'ont pas disparu à l'intérieur du Parti, malgré les décisions répétées bien des fois dans ce sens. Quant aux persécutions contre les camarades ayant une «*opinion propre*», différente de l'opinion prescrite d'en-haut, ce fléau n'a pas disparu... Les exemples peuvent être cités en grand nombre. Mais si ces décisions ne sont pas mises en pratique, il s'ensuit qu'il faut supprimer la cause essentielle qui empêche leur réalisation, c'est-à-dire qu'il faut chasser du Parti, ceux qui redoutent la publicité, la responsabilité devant les masses et la liberté de critique. Ceux-là en effet, ce sont ou bien des éléments non-ouvriers infiltrés dans le Parti, ou bien des ouvriers dont la mentalité s'est embourgeoisée sous l'influence de ces mêmes éléments. Il ne suffit pas de nettoyer le Parti des éléments non-ouvriers par des «*révisions*», un renforcement du contrôle au moment de l'acceptation ou autres moyens, il faut encore savoir ouvrir largement nos portes aux ouvriers. Il faut faciliter leur entrée dans le *Parti communiste*, il faut créer à l'intérieur du Parti une atmosphère de camaraderie plus grande, afin que l'ouvrier s'y sente chez lui, qu'il voie dans chacun de nos dirigeants, non pas un chef, mais un camarade plus expérimenté, prêt à partager avec lui ses connaissances et son expérience, prêt à considérer avec sollicitude ses besoins et ses désirs. Combien de camarades, surtout de jeunes ouvriers, sont écartés du Parti par l'intolérance, les exigences, la sévérité tatillonne que nous montrons à leur égard, au lieu de les diriger de façon réfléchie et de les rééduquer peu à peu dans l'esprit du communisme.

Avec l'esprit bureaucratique, sévit dans notre Parti, la froideur officielle. La camaraderie ne subsiste plus que dans les masses.

Notre Congrès doit ne pas perdre de vue cet autre fait défavorable; il doit comprendre pourquoi l'*Opposition ouvrière* réclame plus d'égalité, la suppression des priviléges à l'intérieur du Parti, l'affirmation de la responsabilité de chaque militant devant les masses qui l'ont envoyé ou élu.

Ainsi dans sa campagne pour raffermir l'esprit démocratique dans le Parti et abolir l'esprit bureaucratique, l'*Opposition ouvrière* met en avant trois principes fondamentaux:

1- Élection sur toute la ligne, suppression des nominations et des délégués, renforcement de la responsabilité devant les masses;

2- Publicité à l'intérieur du Parti (tant pour les appréciations personnelles portées sur les candidats que pour les questions générales), prise en considération de l'opinion des masses (large examen des questions dans les assemblées générales, les sommets faisant ensuite la somme de cette opinion), admission de n'importe quel membre du Parti dans les séances des centres dirigeants, sauf les affaires particulièrement secrètes, liberté de critique et d'opinion (non seulement droit de libre discussion, mais encore subsides matériels pour les publications des diverses tendances représentées dans le Parti);

3- Augmentation de l'influence des ouvriers dans tout le Parti, diminution du cumul dans les postes dirigeants du Parti et des administrations de l'État.

Ce dernier point est particulièrement grave et essentiel pour cette raison aussi, qu'il ne faut pas l'oublier, notre Parti ne doit pas seulement construire le communisme, mais obligé d'y préparer les masses, de faire leur éducation pour une période peut-être prolongée de lutte contre le capitalisme mondial, qui peut prendre les formes les plus inattendues et les plus nouvelles. Il serait trop naïf de se figurer qu'ayant repoussé sur les champs de bataille l'agression des gardes-blancs et de l'impérialisme, nous n'avons plus à craindre du Capital aucun retour offensif, aucune tentative pour s'emparer de la Russie soviétique par des moyens détournés, pour pénétrer dans notre vie, pour faire servir la *République du Travail* aux intérêts du capitalisme. C'est là, précisément, qu'il faut ouvrir les deux yeux, c'est là que notre Parti doit se cuirasser d'airain pour affronter l'ennemi, faire la concentration des forces prolétariennes autour des buts nettement distincts de la classe ouvrière (les autres groupes de la population pencheront vers le capitalisme). Se préparer à cette nouvelle page de notre histoire révolutionnaire, c'est le devoir de nos centres dirigeants.

La solution la plus élégante du problème, ce sera d'établir une étroite liaison, sur toute la ligne, entre notre Parti et les organes de l'État, mais surtout les syndicats. Ici le cumul, loin de risquer de faire dévier la politique de notre Parti de la pureté de sa ligne de classe, lui donne, au contraire, dans l'époque où nous sommes, plus de fermeté et plus de résistance aux influences du capitalisme mondial (qui s'exercent par les traités de commerce et les concessions).

Augmenter l'influence des ouvriers dans le *Comité central*, cela veut dire constituer le *Comité central* où les représentants directs de la masse communiste cesseront de jouer le rôle de ces généraux de noces bourgeois, pour devenir enfin la liaison réelle et indissoluble entre ce Comité et les masses ouvrières sans parti des syndicats, et par là-même seront capables d'avoir toujours en vue et de résumer les exigences du moment, les besoins, les aspirations de leur classe, et de diriger la politique du Parti dans sa vraie ligne de classe.

Tel est le programme de l'*Opposition ouvrière*. Telle est sa mission historique. On aura beau l'écartier avec dédain dans les sommets de notre Parti, l'*Opposition ouvrière* est l'unique force vive et active avec laquelle notre Parti doive compter et aura à compter.

Nécessité historique de l'opposition

Maintenant se pose la question: faut-il une opposition? Dans l'intérêt de l'affranchissement du prolétariat mondial, faut-il se féliciter de son apparition, ou bien est-ce un phénomène indésirable, diminuant l'énergie combative du Parti en dissociant les rangs?

Tout camarade qui ne sera pas prévenu d'avance contre l'opposition et qui voudra bien aborder la question sans parti-pris et avec sa propre raison et non comme le désirent telles ou telles autorités reconnues, analyser cette question, se convaincra par ces simples remarques que l'opposition est utile et nécessaire. Elle est utile avant tout, parce qu'elle réveille la pensée de son sommeil. Pendant ces années de révolution, nous avons été tellement distraits par l'action, par le travail pratique, que nous avons complètement cessé

de juger notre manière d'agir du point de vue des principes et de la théorie. Nous avons oublié que ce n'est pas seulement dans la période de la lutte pour la conquête du Pouvoir que le prolétariat peut commettre de grosses erreurs et s'égarer dans les marais de l'opportunisme. Aussi à l'époque de la dictature, ces erreurs sont possibles, surtout quand tout autour fait rage l'océan impérialiste et que la *République soviétique* est obligée d'opérer dans le cercle capitaliste qui la cerne. Là il ne suffit pas d'être de sages hommes politiques et des hommes d'État, il faut aussi savoir conduire le Parti et par suite, toute la classe ouvrière, dans la voie de l'intransigeance et de l'action originale prolétariennes, ne jamais cesser de préparer cette classe à une lutte prolongée contre les formes nouvelles d'influences bourgeois avec lesquelles le capitalisme universel essaye de dominer la *République soviétique*. Être sur ses gardes, affiner son ouïe prolétarienne, tel doit être, aujourd'hui plus que jamais, le mot d'ordre de notre Parti.

L'*Opposition ouvrière* a placé ces questions à l'ordre du jour, c'est là son mérite devant l'histoire. La pensée a été mise en branle. On a commencé l'analyse des actes accomplis. On a commencé de critiquer. Or, là où il y a critique, analyse, travail, agitation et recherche de la pensée, il y a création, vie et par conséquent mouvement en avant, vers l'avenir. Il n'est rien de plus effrayant et de plus pernicieux que la stagnation de la pensée, le moule, la routine... Or, nous commençons à tomber dans la routine et dans l'opposition (encore s'est-elle manifestée bien imparfaitement), nous pourrions, insensiblement pour nous-mêmes, dérailler de la bonne route du communisme sans même nous en apercevoir. Et nos ennemis se frotteraient les mains de joie, les menchéviks ricaneraient en soulignant malicieusement nos écarts de plus en plus prononcés.

Aujourd'hui la chose est impossible, puisque le Congrès, et par suite, notre Parti, sera obligé de compter avec l'*Opposition ouvrière* et, même s'il ne s'entend pas avec elle pour un compromis, de faire en tout cas une série de concessions très importantes sous sa pression et sous son influence.

Le second mérite de l'*Opposition ouvrière*, c'est qu'elle a mis en discussion la question suivante: qui donc est appelé finalement à créer les nouvelles formes de vie économique, les techniciens, les hommes d'affaires liés par toute leur mentalité au passé, les fonctionnaires soviétistes, avec les unités de vrais communistes perdus parmi eux, ou bien la collectivité de la classe ouvrière, que sont les syndicats?

L'opposition ouvrière a répété ce qui a déjà été écrit par Karl Marx et Engels, dans le *Manifeste communiste* et ce qui sert de base à notre programme, à savoir que le communisme peut être et sera l'œuvre des masses ouvrières seules. La création du communisme appartient aux ouvriers.

Enfin l'*Opposition ouvrière* a élevé sa voix contre la bureaucratie. Elle a osé dire que la bureaucratie coupe les ailes à l'initiative et à l'esprit créateur de la classe ouvrière, tue la pensée, retient l'initiative économique et les essais de découverte de nouveaux procédés de production, en un mot appauvrit la source créatrice des nouvelles formes de production et de vie. Au lieu de la méthode bureaucratique érigée en système, le système de l'initiative des masses laborieuses. Dans cette question déjà, nos dirigeants ont fait des concessions et tendent à reconnaître l'écart commis par le Parti au détriment du communisme et des intérêts de la classe ouvrière (condamnation du système de Trotsky dans les transports). Il est certain que le Congrès fera dans ce domaine beaucoup d'autres concessions à l'*Opposition ouvrière*. Ainsi, bien que l'*Opposition ouvrière* ne soit apparue comme groupement constitué à l'intérieur du Parti qu'il y a peu de mois, elle a déjà accompli son œuvre, elle a secoué la pensée, elle l'a fait sortir de la stagnation, elle a obligé les centres dirigeants du Parti à écouter la voix saine des ouvriers et des collectivités prolétariennes.

Les sommets du Parti ont beau fulminer contre l'*Opposition ouvrière*, elle a l'avenir pour elle. Comme nous croyons à la force vitale de notre Parti, nous savons qu'après un moment d'opiniâtré, d'hésitation, de zigzags et de détours politiques, notre Parti n'en entrera pas moins dans la voie que lui tracent spontanément, avec leur instinct de classe, les prolétaires étroitement unis et organisés. Il n'y aura pas de scission. Si, par hasard, certains groupes se détachent du Parti, en tout cas ce ne seront pas ceux de l'*Opposition ouvrière*. Ce seront seulement ceux qui veulent ériger en principe certaines infractions provisoirement obligées, à l'esprit général du programme communiste, par suite de l'acuité de la guerre civile et qui voudront s'y cramponner comme à l'essentiel de notre ligne de conduite politique.

Mais tous les éléments qui, dans notre Parti, sont accoutumés à refléter la pensée du géant prolétarien grandissant et déployant ses ailes, emmagasineront et assimileront tout ce que l'*Opposition ouvrière* apporte de solide, de pratiquement sain et de vital à la structure de notre Parti. Ce n'est pas sans raison que l'ouvrier de la masse déclare d'un ton confiant et conciliant: Ilitch réfléchira, retournera tout ça dans son cerveau, il nous écoute et donnera le coup de barre du côté de l'opposition.

Plus les sommets du Parti se hâteront de tenir compte du travail de l'opposition et de marcher dans la voie indiquée par les masses, plus vite nous sortirons de la crise et des difficultés présentes, plus vite nous passerons le seuil désiré où l'humanité libérée des lois économiques sises hors d'elle, commencera par sa volonté collective enrichie des valeurs de la science, à créer consciemment l'histoire de l'humanité dans l'ère du communisme.

Alexandra KOLLONTAÏ.
